LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

N° 1599
du 10 au 16 juin 2010

« La cuisine du Périgord est sans beurre et sans reproche. »
Curnonsky

M 02137 - 1599 - F: 2,00 €

Sommaire

Un **fait** d'hiver à l'aube de l'été, *page 4*

Israël-Palestine : à bas la calotte, par P. Sommermeyer, *page 5*

Bref, bref, *page 6*

La retraite à 100 ans, par É. Vanhecke, *page 7*

Capital irresponsable, par N. Potkine, *page 8*

Crises mondiales : raison **&** action, par N. Baillargeon, *page 9*

L'industrie française **fout le camp,** par J. Langlois, *page 11*

Profit, mon amour, par J.-M. Traimond, *page 14*

La **constante** fasciste, par T. Holterman, *page 15*

Des vessies et des **lanternes numériques,** par Mato-Topé, *page 17*

Mort **carcérale**, par J.-P. Garnier, *page 19*

Épistolière Victoria, par S. Moulis, *page 20*

Vie du mouvement, *page 21*

Radio **li-ber-taire !** *page 22*

À voir, entendre, comprendre... cette semaine, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Une impression

de répétition ou de déjà vu

Photo de Daniel Maunoury

Ça va bien ! Si, c'est le jogger suprême qui l'a dit. C'était au cours d'un événement qui va, bien sûr, embellir nos prochaines années. Plus de soucis, le bonheur est à portée de main, pour 2076... Ricanons un peu, chères lectrices, chers lecteurs, la Coupe d'Europe de football sera organisée par la France et la face du monde en sera changée ! L'opium du peuple a changé, la religion ne fait plus recette, alors le ballon rond fait consensus. Cela ne date pas d'hier, dans la Rome antique, on offrait à la plèbe des jeux dans les cirques pour qu'ils et elles oublient les vicissitudes de leur existence. Aujourd'hui ce n'est pas la descente aux enfers mais ça y ressemble... On connaissait tristement, dans le côté sombre du mouvement social, les suicides à Télécom. Mais à La Poste il y en a aussi. Comme il est dit dans les médias, les réorganisations permanentes portent gravement atteinte à la santé des postiers. À Aurillac (Cantal), un facteur de cinquante-quatre ans s'est donné la mort début mai. Il avait appris que sa tournée de courrier était supprimée. Le démantèlement du service public n'est pas seulement un recul, une défaite tristement annoncée du service public, c'est aussi des morts dans le mouvement ouvrier ! Pour parler d'autre chose : en saurons-nous plus sur les projets de transformation sociale du Parti socialiste ? La continuation déviée de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière, faudrait pas l'oublier) a du pain sur la planche. Rappelons-nous ce que disait, il y a quelques années, Pierre Mauroy, alors maire de Lille. Il déplorait que, dans son parti, on ne parlait plus de travailleurs, d'ouvriers... comme si c'était un gros mot ! La contre-valse médiatique de Martine Aubry fait partie du monde du spectacle : faut-il taper sur la gueule du président de la République ou rester dans le registre consensuel ? Le monde politique est fait de ces drôle de mélanges. On a toutes et tous encore en tête la sombre action israélienne contre les militants de la flottille qui allait à Gaza. À l'heure où vous lirez ce Monde libertaire, cela aura peut-être quitté la une des médias. Les résolutions de l'Onu restant des incantations, des vœux pieux (sic). La levée du blocus de Gaza restant une question de justice. À part ça, si le temps est à la chaleur, les luttes sont éclatées et les transports franciliens vont augmenter de 3,9 % le premier juillet. Certes, c'est chaque année la même chose, mais on pourrait mettre la pression, à défaut de renverser la marmite.

Jean-Pierre Levaray

Le 27 mai était plutôt un succès, avec ses 176 manifestations dans toute la France et son quasi-million de personnes dans les rues. Quantitativement, c'était mieux que le 23 mars et bien mieux que le foireux 1er mai. Et, pour une fois, les salariés du privé étaient majoritaires dans les cortèges. Les heures de grèves et de débrayage ont même été nombreuses. Faut dire que pour l'instant ce sont les salariés du privé qui risquent de morfler davantage.

Mais de ces démonstrations, le gouvernement s'en contrefiche. Il minimise les chiffres et sait que le rapport de force sera compliqué. Tout comme il ignore les exigences formulées. Ce que l'État veut, c'est passer en force cette réforme de la retraite, pour ensuite faire passer le reste. Et ils ont des idées pour faire payer les salariés, pour nous presser comme des citrons. Les mesures prises en Grèce ne sont que le début et vont s'appliquer dans toute l'Europe.

Dans les années d'après-guerre jusqu'à la fin des années soixante, les patrons ont accepté de céder du terrain en accordant quelques miettes, face à un mouvement social relativement bien placé. Maintenant ce n'est plus la même chose et le salariat s'est mondialisé. Les patrons ont des consommateurs partout dans le monde. Suffisamment pour écouler les marchandises, alors pourquoi donner plus quand des marchés émergent partout ?

Mais la course aux profits implique que les salariés y laissent leurs dernières plumes.

Le gouvernement veut donc nous faire travailler plus longtemps et baisser les pensions. Il veut faire rentrer petit à petit la capitalisation qui aura des effets désastreux chez ceux et celles qui touchent le

moins. Après, il s'agira de rogner sur nos salaires encore davantage, notre temps de repos, les allocs, la sécu et de nous précariser à outrance. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que de l'application des revendications du Medef.

Face à ses attaques frontales, les réponses ne sont pas à la hauteur. Se faire balader de journée d'action en journée d'action, on a déjà donné. Et sans résultat.

Bien sûr que c'est devenu compliqué et qu'il faut trouver un nouvel angle d'attaque. Les grosses industries sont dépecées, les salariés éparpillés et/ou précarisés, du coup une journée d'action, sans lendemain, ne bloque plus le pays comme au siècle dernier.

Face à cette situation, les grosses confédérations syndicales ont fait le choix de ne plus être que des syndicats d'accompag3nement et de négociation. Il ne s'agit plus de lutte mais de discussion dans les salons ministériels. Les journées d'action et le nombre de manifestants n'étant plus que des pions qu'on avance dans un jeu de stratégie. Juste pour montrer médiatiquement que la colère est présente mais qu'on sait bien l'éteindre pour montrer qu'on est responsable.

Pourtant, la colère est là. Plus forte que le découragement. Ce qu'a tout de même montré la journée du 27 mai. Personne n'a envie de bosser plus longtemps et de survivre en retraite dans la pauvreté. La CGT parle de « forte combativité » et Solidaires dit que « c'est à un affrontement déterminé avec le gouvernement qu'il faut se préparer ». Mais les représentants de cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FSU, Unsa, Solidaires) n'ont pu se mettre d'accord que sur une énième journée d'action. La date a été proposée par la CFDT et on croirait une farce parce que le 24 juin c'est vraiment le bout du bout. Comme un baroud d'honneur avant de partir en vacances. Mais il est dit aussi qu'à la rentrée, j'vous dis pas : qu'est-ce qu'on va leur mettre !

Tant qu'à faire, pour paraître vraiment unitaires, les centrales auraient pu se greffer à la journée appelée par FO, mais même pas (il doit y avoir des enjeux qui nous dépassent).

Bon, on la fera cette journée, sans se faire d'illusion. Reste qu'il nous faut faire avancer l'idée, partout où on est, que la solution ne passera que par une grève générale expropriatrice et pas des petites journées d'action qui ponctuent l'année. C'est une question de vie ou de mort.

J.-P. L.

Faits d'hiver

Cherchez l'erreur

Le monde est en crise. La France va mal. L'État vivrait au-dessus de ses moyens. La sécu et les retraites devraient être mises à la diète, et, donc, privatisées. Bref, il nous manquerait quelques dizaines de milliards d'euros par an.

Aussi, on nous explique que seules une augmentation des impôts (pour les pauvres), l'augmentation de l'âge du départ à la retraite, l'augmentation du nombre d'annuités de cotisations pour « bénéficier » d'une retraite à taux « plein », etc., sont susceptibles de résoudre le problème.

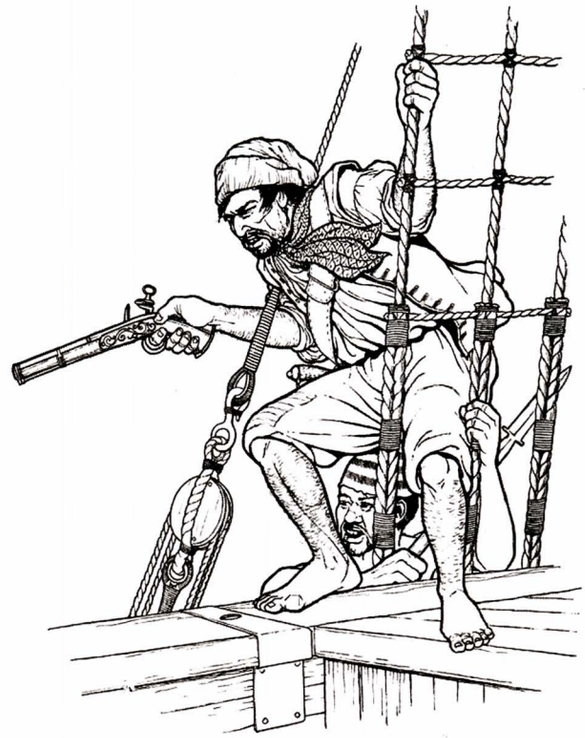
Dans le même temps, le Sipri (Institut national de recherche pour la paix, de Stockholm), dans son rapport annuel, publié mercredi 2 juin 2010, nous informe qu'en 2009 le monde a consacré 1 531 milliards de dollars au secteur militaire. Soit 49 % de plus qu'en 2000. Et que la France est en bonne place dans cette course à la « rigueur » avec 63,9 milliards de dollars consacrés à l'armement.

Bref, d'un côté, pour certaines dépenses sociales, il manquerait trois sous, tandis que de l'autre, pour les dépenses d'armement, on pourrait dépenser sans compter !

En tant que simple profane, non initié aux arcanes philosophiques de l'interclassisme, voir même en tant que simple modérateur de ce machin, archaïque, qu'est la lutte des classes, oserais-je (j'ose !) dire simplement, et sans vouloir offenser personne, et surtout pas... : « Cherchez l'erreur ! »

Jean-Marc Raynaud

Le danger vient de la mer



SCANDALE ! Depuis quelques années, des Somaliens affamés tentent de récupérer sur le dos des bateaux croisant dans les eaux internationales, au large de leur pays dévasté, de quoi vivre. Hou les pirates ! Révoltée, la communauté internationale arme des bateaux de guerre pour rétablir l'ordre et ainsi ajoute au peuplement des prisons déjà surpeuplées de nos pays.

Pas scandale ! Le lundi 31 mai, un pays surarmé aborde des bateaux désarmés dans les eaux internationales et tue neuf personnes, en blesse un nombre indéterminé et retient plus de cinq cents personnes pour des contrôles approfondis (*sic*). Finalement, devant la grogne internationale, ils seront tous expulsés. La communauté internationale réagit en sortant son mouchoir pour éponger ses larmes de crocodile.

Les raisons de la connerie

Mais que s'est-il réellement passé ? Il ne sert à rien de revenir sur les événements proprement dits. Les gazettes en ont fait leur beurre. Par contre, ce sont les explications des raisons qui manquent. On ne peut pas parler de bavure à cette échelle. Il ne s'agit pas d'une erreur. La décision a été prise par un cabinet d'urgence de sept ministres. Un éditorialiste du journal de gauche israélien *Haaretz*, ancien ministre lui-même, parle de sept idiots. On est bien obligé de répondre affirmativement. Ce n'était pas un accident. Car la situation devient de plus en plus grave et inextricable pour l'establishment israélien.

La situation internationale

Le principal soutien d'Israël est aux États-Unis. Le grand souci des Américains est de sortir du bourbier afghan, du piège irakien et du nucléaire iranien. Les États-Unis ont besoin d'avoir les mains libres dans leur tête-à-tête avec la Chine. Pourtant, ce qui empêche le président américain de passer la patate chaude du Moyen-Orient à ses amis arabes est sa tolérance vis-à-vis d'Israël. Mais les choses sont en train de changer, doucement, trop lentement certes, mais sûrement, parce que le lobby juif conservateur Aipac est en train de perdre du terrain face à JStreet, un rassemblement juif de gauche, soutien d'Obama, qui s'est créé afin de mettre un terme au conflit israélo-palestinien par la négociation.

En Europe et particulièrement en France, une pétition a circulé qui émanait de la partie silencieuse de la communauté juive. Porté par quelqu'un d'aussi peu antisioniste que l'icône médiatique Bernard-Henri Lévy, ce texte révèle une angoisse réelle quant à la situation d'Israël aujourd'hui : « Nous voyons que son existence est à nouveau en danger. [...] Nous savons que ce danger se trouve dans l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem Est, qui sont une erreur politique et une faute morale. Et qui alimentent, en outre, un processus de délégitimation inacceptable d'Israël en tant qu'État. »

Le danger palestinien

Israël est en guerre depuis plus de quarante ans et s'est construit autour de cette guerre, autour de son armée, autour de cette économie mi-civile mi-militaire, ce qui en fait un pays gangréné, qui aurait les plus grandes difficultés à vivre en paix. En plus de cette situation, Israël a semé des métastases dans les « territoires occupés », des enclaves peuplées illégalement, concédées aux partis de droite, laïcs ou ultrareligieux, qui seuls permettent aux grands partis d'avoir la majorité pour gouverner. En cas de paix, les habitants de ces petits territoires ne pourraient pas être expulsés. Ce qui ferait alors d'une Palestine réellement indépendante un pays sans unité géographique.

C'est l'attitude de la Haute Autorité palestinienne qui pose le plus grand problème à Israël aujourd'hui, bien plus que le Hamas. Elle a décidé de mettre de côté le sempiternel refrain antisioniste et de tenter de développer l'économie locale là où elle a les mains libres. Ce qui n'est pas sans susciter la colère des militants les plus radicaux. Des investisseurs privés viennent d'annoncer avoir un résultat net consolidé au premier trimestre de 2010 qui s'élèverait à plus de 10 millions de dollars. Cette région devient donc de fait un endroit où il peut être intéressant d'investir pour les capitalistes israéliens et plus seulement un réservoir de main-d'œuvre. D'autre part, le seul endroit où la lutte continue contre Israël sont les villages limitrophes du mur, mais de manière délibérément non violente. Cette sorte d'ennemis ne justifie pas un budget militaire de 9 milliards de dollars, dont un tiers est fourni par les États-Unis.

L'appel à la guerre

Pour prolonger l'état de crise, les militaristes des deux côtés poussent aux crimes, soit comme avec cet acte de piratage et la demande de bombardement de l'Iran, soit avec des fusées pourries dites Kassam. De part et d'autre, les tenants du pouvoir s'accrochent à leurs outils de terreur. De part et d'autre, il n'y a qu'une seule peur, c'est de voir les laïcs palestiniens et israéliens s'unir et rejeter les religieux en tout genre. Il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos les peuples palestinien et israélien mais de refuser de prendre parti pour un gouvernement.

Pierre Sommermeyer

Brèves de combat

Crime de guerre contre Gaza

Le 31 mai vers 5h30, des commandos spéciaux israéliens ont attaqué une flotille d'aide humanitaire, avec à bord 600 personnes désarmées et 10000 tonnes de matériel humanitaire en direction de la bande de gaza. La zone a été mise sous blocus par l'armée israélienne. L'attaque a eu lieu au milieu des eaux internationales, au mépris de toutes les conventions et à fait au moins dix morts chez les activistes propalestiniens. (Voir notre article page 5.) La Fédération anarchiste s'élève contre ce massacre perpétré par l'armée, même si elle ne soutient pas l'IHH (Association de défense des droits de l'Homme et des libertés, d'obédience islamiste) et ses méthodes.

Soutien à Gaza en France

Nombreuses manifestations le 31 mai 2010 au soir dans toute la France pour protester contre le raid israélien sur la flottille pour Gaza. Environ 1200 personnes à Paris, 1500 à Strasbourg, 1300 à Lille, 500 personnes devant l'Opéra de Lyon. À Marseille, environ 800 manifestants se sont rejoints en fin de journée sur le Vieux-Port, 200 personnes à Montpellier, 400 à Toulouse, 500 à Mulhouse, 70 à Belfort et une cinquantaine à Besançon.

Vaulx en colère !

Environ 150 personnes de Vaulx-en-Velin et de Lyon et sa banlieue ont défilé à Vaulx – en traversant la cité du Mas du Taureau – pour réclamer la justice après l'exécution au fusil-mitrailleur par la police suisse d'Umut, d'un jeune de 19 ans. Le policier suisse qui a tiré est en liberté. Dans le défilé, des « jeunes des cités » et des militants proches du mouvement anarchiste étaient mélangés. La tension et la colère étaient palpables. Le face-à-face avec les CRS a été très tendu et comme par hasard, le bus du retour sur le centre de Lyon s'est fait attendre plus d'une heure !

Anars au mur des Fédérés

Le samedi 29 mai, devant le mur des Fédérés au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, en souvenir de la Semaine sanglante, environ 200 personnes étaient rassemblées. Les sociaux-traîtres récupérateurs y étaient présents en force (PS, maires des Xe et XXe arrondissement, députés, PC, voire NPA, Lutte ouvrière et tutti quanti…). Que de rouge, trop de rouge ! Seulement une petite quinzaine d'anars, drapeaux noirs, issus de trois groupes parisiens de la FA pour rappeler à tout ce petit monde que, non seulement la Commune n'est pas morte, mais que, lorsqu'ils chantent l'*Internationale*, écrite par Eugène Pottier, communard, il faudrait leur rappeler qu'elle n'est pas « forcément » un chant communiste.

Succès pro-IVG à Bordeaux

Environ 2500 manifestants (environ quatre fois plus nombreux que les intégristes anti-IVG) ont parcouru le centre-ville de Bordeaux pendant trois bonnes heures, dans un cortège dynamique. Plusieurs centaines de libertaires constituaient la force politique majoritaire. Étaient présents, la CNT, le Scalp, AL, le groupe anarchiste bordelais, le groupe Drapeau noir Périgord de la FA, le collectif libertaire Marius Jacob, le groupe Emma Goldman de la FA de Périgueux et les camarades du Cercle Jean Barrué de la FA de Bordeaux.

Néonazis contre RESF à Agen

Comme tous les mercredis, les militants de RESF avaient rendez-vous place de la Préfecture à Agen pour se mobiliser contre l'expulsion d'une famille arménienne. Durant l'occupation des jardins de la préfecture, de l'autre coté des grilles, des sifflets et des insultes ont fusé, venant d'un groupe d'une dizaine de néonazis. Devant les slogans antiracistes, les skinheads se sont éloignés, bras tendus. La tension est montée entre les militants et les néonazis. Une fois la Bac partie, ces derniers n'ont pas hésité à passer à l'action au milieu de dizaines d'enfants et de personnes âgés. Deux camarades ont alors été blessés dans la bagarre. Des militants syndicaux et politiques se sont vite interposés entre les deux groupes et la police a été rappelée. Le groupe de skinheads est alors parti, aux cris de « On vous retrouve, on vous plante, on vous crève, on vous enterre ». Quand donc les néonazis cesseront-ils de « régner en maîtres » à Agen ?

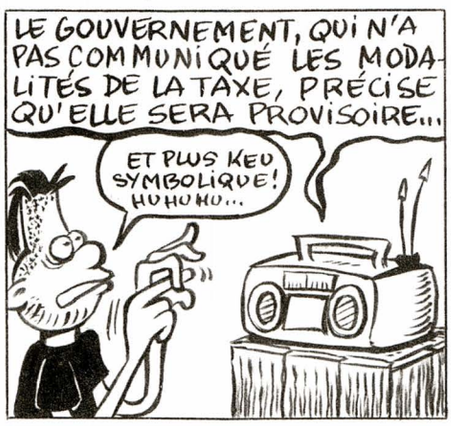
À la casse, à la casse…

Selon *Le Monde* (qu'on ne peut pas soupçonner d'être particulièrement polémique ni subversif…), une feuille de route a été discutée début mai avec les recteurs pour tenir l'objectif du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Le PS craint « une dégradation sans précédent des conditions d'études ». *Le Monde* va se faire rappeler à l'ordre !

Hortefeux condamné

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et de l'Outremer Brice Hortefeux a été condamné en première instance vendredi 4 juin par le Tribunal correctionnel de Paris pour injure raciale. Le ministre devra s'acquitter d'une amende de 750 euros. Il a évidemment fait appel.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA



Trente-sept ans et demi

et pas un quart d'heure de plus

Les embouteillages ont au moins quelque chose de salutaire : ils permettent d'écouter la radio. Ainsi donc à 18 heures ce soir, vendredi 28 mai, lendemain de manif un peu traîne-savates, les choses sont désormais dites : « Les classes sociales sont abolies par la magie du sport. » C'est la ministre de la Santé qui l'a dit sur France inter. C'est forcément vrai. On ne va pas demander à une radio publique dirigée par Philippe Val de ne faire que du social, mais proférer des telles âneries est à la limite du scandaleux. Mais si c'était vrai ?

Parce que dans la manif d'hier (je parle de celle de Paris), entre deux punchs du syndicat du livre et les cocas (light) de la CFDT, les divergences et les avis contraires sur les vertus et les défauts de la *dream team* des vingt-trois retenus pour la Coupe du Monde ont parfois filé bon train.

Mais pas seulement. Il est néanmoins vrai que la future organisation d'une grande compète de football a complètement relégué au second plan, voire même au troisième, la préoccupation majeure du moment : le nouveau hold-up social sur les retraites. Qui se souvient de l'été 1993 où les conditions d'accès à une retraite à « taux plein » faisaient passer de 37,5 ans à 40 le nombre d'années cotisées sur une base de calcul sur les vingt-cinq meilleures années au lieu des dix auparavant, et dont la revalorisation fut désormais calculée non plus sur les salaires mais sur l'augmentation des prix. Réforme promulguée, en catimini, en plein été, par Édouard Balladur qui lui, il est vrai, a assez peu de soucis à se faire pour ce qui concerne son propre avenir.

Période estivale aidant, les protestations furent malheureusement timides. Ce sont les carrières longues en revanche qui ont eu le plus à souffrir de cette saloperie. L'espérance de vie de Balladur est certainement supérieure à celle de certains métallos ou ouvriers du bâtiment, pour ne citer qu'eux. Alors bon, pourquoi ne pas se lâcher !

Deuxième étage de la fusée, la loi de Fillon de 2003 dont la mesure phare était l'allongement progressif de la durée de cotisation.

Voilà où nous en sommes. Le retour aux 37,5 ans est désormais abandonné par la plupart des grandes confédérations et l'annonce du probable recul de l'âge de départ sera sans doute l'objet d'une négociation donc d'un renoncement. Sans parler des régimes spéciaux qui habilement et cyniquement ne sont pas pour l'instant touchés, histoire d'accentuer les divisions entre salariés du public et du privé et surtout pour tenter de désamorcer l'importance du mouvement social qui se met en place.

La nouveauté est sans nul doute l'apparition, la tentative, la tentation, de taxer le capital. Mais que faut-il imaginer de ce côté ? Taxer toutes les transactions financières, les dividendes, les stock options, supprimer le bouclier fiscal, pendre les spéculateurs avec des cordes à piano et faire pleuvoir les financiers du haut de leurs gratte-ciel, pourquoi pas. Le petit peuple de Neuilly étrangement minoritaire en nombre serait-il bien avisé de serrer les fesses ? On n'en est pas encore là mais bon guieu de bon guieu que ça démange de voir les patrons faire sous eux. Va falloir que j'en parle à ma prochaine réunion syndicale.

Émile Vanhecke

À la petite semaine

La vie de château

Victimes depuis toujours de tous les courants politiques et religieux de par le monde, les anarchistes, qui ont partout tâté la paille humide des cachots, n'ont jamais cessé de combattre l'existence des prisons et, faute de pouvoir abattre avant longtemps toutes les bastilles, de dénoncer radicalement les conditions de détention insupportables qui y règnent.

Cette opiniâtreté des libertaires, longtemps seuls à mener ce dur combat, a fini par émouvoir jusqu'aux plus endurcis de ces ardents militants convaincus, lorsqu'ils dissèquent l'histoire, que les peines d'enfermement relevaient d'une injustice criante lorsqu'elles frappaient leurs amis, mais qu'elles se justifiaient pleinement lorsqu'elles touchaient leurs adversaires.

C'est ainsi que l'une des sectes trotskistes des plus bornées, Lutte ouvrière, connue pour la sensiblerie maladive de ses militants, longtemps silencieuse sur le sujet et jusque-là plus intéressée par le sort des travailleuses-travailleurs surveillants, toujours caressés dans le sens du poil, dénonce, dans plusieurs communiqués relativement récents, « l'état honteux des prisons » et « les conditions inhumaines » dans lesquelles vivent les détenus.

Cette organisation ose même affirmer « qu'il faut profondément changer le monde carcéral ». Demander, même timidement, que soit mis fin à d'évidentes monstruosités que d'autres dénoncent depuis de nombreuses décennies, c'est à cela qu'on reconnaît une avant-garde révolutionnaire !

Lors du dernier week-end de Pentecôte, au château de Presles, avait lieu la fête annuelle de l'organisation d'Arlette et Nathalie. Un voleur, passant par là, a subtilisé la recette du stand des livres, le dimanche soir. Reconnu, dénoncé, il a été remis par les militants aux mains des flics et placé en garde à vue… pour 610 euros dérobés. Dans le charabia théorico-marxien des châtelains révolutionnaires, il s'agit sans doute d'une importante victoire du prolétariat sur le parasitisme antisocial petit-bourgeois.

L'abolition des prisons ? C'est pas gagné !

Floréal

De l'irresponsabilité du capital

Il y a des phrases qui vous renversent. Celle que je vais vous citer ne vous renversera probablement pas. Mais elle m'a renversé. Et j'en ai eu un peu honte, parce que l'idée n'a rien de neuf. Elle est connue de millions de salopards qui en profitent, et de millions de leurs victimes. Voici la forme sous laquelle elle m'a renversé, telle qu'exprimée par l'excellentissime Georg Simmel à la page 431 de *Philosophie de l'argent* : « Seul l'argent pouvait mettre sur pied de telles communautés ne portant aucun préjudice au membre individuel. » Ah, les bons élèves, guère renversés, ont quand même remarqué que cette phrase n'est pas sans lien avec le titre.

Creusons. L'une des inventions les plus intelligentes, et peut-être la plus dangereuse, du capital, s'appelle le partage des risques (les bons élèves savent que la version la plus récente s'appelle « titrisation »). Rien de bien méchant au début. Le transport maritime au XVIe siècle était hautement risqué : naufrages, pirates, tempêtes, capitaines pris d'un soudain désir d'autonomie, voire équipages pris d'un soudain désir d'autonomie. Pour diminuer les risques, les marchands ont décidé de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Au lieu d'investir mille ducats sur la cargaison d'un seul bateau (dix mille ducats de bénéfice quand le bateau revenait bourré de poivre, mille ducats de perte s'il ne revenait pas), ils investissaient mille ducats sur les cargaisons de dix bateaux. Bref, cinq mille ducats de bénéfice garanti (en admettant la perte d'un bateau sur deux, un taux irréalistement élevé), au lieu d'une chance sur deux de perdre mille ducats. Génial. C'est à ça que la Hollande et l'Angleterre durent leur prospérité. Au XIXe siècle, l'idée fut appliquée à grande échelle, dans les diverses formes de société à responsabilité limitée (oui, une des formes s'appelle Sarl). Par exemple les sociétés par actions. L'idée est la même : on investit à plusieurs pour diminuer les risques. Mais !

Mais avec les Sarl et le zoo du même genre, on introduisit une diabolique innovation, la responsabilité limitée. Le mot signifie que si la société emprunte un million, et qu'elle ne peut pas le rembourser, vous, qui avez investi dix mille, vous ne devez pas un million. On ne vous reprend que vos dix mille.

Même si dans l'intervalle vous avez gagné cent mille.

Votre gain, c'est du passé, on n'y regarde pas le jour où la société est incapable de rembourser le million.

Ça se fait tous les jours. J'ai eu une employeuse dont la joyeuse spécialité consistait à sodomiser (métaphoriquement) les banques en leur empruntant de l'argent qu'elle ne leur rendait pas, et ses employés en ne leur payant pas leur salaire. Mais les chèques de ses clients, ça oui, elle vivait dessus. Elle faisait faillite tous les deux ans et recommençait avec des prête-noms. Passons.

L'important est que ça explique bien des choses à grande échelle. Vous, salarié, travailleur indépendant, chômeur, etc., quand vous ne pouvez pas payer vos dettes, on vous prend tout ce qu'on peut. Pas moyen de dire « Ah mais, je n'ai que pour tant d'actions ». Mais les investisseurs, les employeurs, bref les capitalistes, ont inventé la machine à ne pas perdre.

Aux dépens de qui ? Certes aux dépens d'autrui :

1) aux dépens des banques, qui ont de quoi se rattraper, et qui, souvenez-vous, créent de l'argent à chaque fois qu'elles en prêtent ;

2) aux dépens des petits actionnaires, dont la petite cupidité nourrit la grande cupidité des grands actionnaires ;

3) mais surtout aux dépens des salariés. Quand les entreprises licencient, voit-on le PDG, quelques jours après, mendier un sandwich à la porte du bistro ?

Les économistes défendent tous les mécanismes de protection des faillis et font toujours remarquer que la superpuissance économique, les États-Unis, sont le pays où faire faillite ne coûte à peu près rien. Au failli. Car, disent-ils, ainsi moins de personnes ont peur d'entreprendre. Et plus de personnes entreprennent, plus le pays est riche.

Mais alors, d'où viennent toutes ces maisons qu'on reprend aux dupes des crédits à taux variables, aux naïfs qui ont cru que, puisque le crédit fait du bien aux gros, il est encore meilleur pour les petits ? « De telles communautés ne portant aucun préjudice au membre individuel. » À la librairie du Monde libertaire, parlez à Laurent de solidarité de classe. Il vous rappellera que le meilleur exemple de solidarité de classe est donné par les riches.

Nestor Potkine

Des crises et de leurs remèdes

Normand Baillargeon

IL N'ARRIVE PAS SOUVENT qu'une prestigieuse revue scientifique publie un article qui ait d'évidentes tonalités politiques radicales.

Cela s'est pourtant produit récemment dans *Science* et l'article [1], comme on pouvait le prévoir, a fait grand bruit.

Il témoigne du fait qu'une part grandissante de la communauté scientifique se penche sur des questions sur lesquelles la gauche radicale s'efforce depuis longtemps d'attirer l'attention et, plus encore, que certains de ces chercheurs arrivent à des conclusions que cette gauche ne désavouerait pas. Mais ce texte nous invite aussi, me semble-t-il, à identifier une des tâches qui attend désormais cette gauche radicale.

Permettez-moi d'abord d'évoquer brièvement ce qu'on trouve dans cet important article.

D'insolubles crises en cascade

Les auteurs (ils sont nombreux, une vingtaine en fait, comme souvent dans ce genre de publication) avancent que l'activité humaine, à l'échelle de la planète, et la manière dont elle est pratiquée, engendrent désormais des effets à la fois graves et interreliés.

Parmi les crises globales appréhendées, les auteurs nomment, comme on pouvait s'y attendre, celles de l'énergie, de la nourriture et de l'eau ; le dérèglement du climat ; le déclin de la pêche ; l'acidification croissante des océans ; et les maladies infectieuses émergentes dans un contexte de résistance toujours plus grande aux antibiotiques.

L'article prend ensuite des tonalités nettement politiques quand il souligne que ces crises, par leur gravité et leur caractère systémique, posent à nos institutions des défis auxquels elles sont et seront de moins en moins en mesure de répondre convenablement. « Nos institutions transnationales ne peuvent au mieux, apporter que des solutions partielles [à ces problèmes] », écrivent les auteurs. Pire encore, poursuivent-ils, de telles solutions partielles pourront toujours être

« sabotées par la compétition internationale et le refus de coopérer ».

Une analyse radicale

Le refus de coopérer réfère au fait qu'il est avantageux pour chacun, au sein de nos institutions, de prétendre coopérer, mais sans le faire vraiment et de bénéficier ainsi du fait que les autres coopéreront. Ce faisant, cette personne, cette entreprise ou ce pays devient un bénéficiaire sans contrepartie (un *free rider*, comme disent les économistes anglophones).

Quant à l'autre problème évoqué, celui de la « compétition internationale », il renvoie notamment au fait que nos institutions économiques sont telles qu'elles nous incitent, comme individu, comme entreprise ou comme État-nation, à ne pas prendre en compte les effets qu'ont sur les autres les transactions et les échanges dans lesquels nous sommes impliqués. Ce problème renvoie à ce que les économistes appellent les externalités – la catastrophe écologique en cours dans le golfe du Mexique est une externalité, mais une externalité mineure, à en croire le président de BP, qui fera tout ce qu'il peut pour que ce soit le public qui en assume le plus possible le coût.

Ce problème crucial est bien souvent passé sous silence et, s'il est évoqué, son importance est typiquement minorée. Mais il ne cessera pas de revenir nous hanter. En fait, tant que nos institutions économiques ne le prendront pas en compte, elles ne pourront affronter et résoudre les crises globales qui s'annoncent. Elles y réagiront donc à chaque fois selon les termes et la logique qu'imposent « la compétition internationale et le refus de coopérer ».

Où conduisent ces termes et cette logique a été magistralement démontré en 1991, quand la Banque mondiale a émis un mémo qui devait rester interne et secret, mais qui avait fini par être largement diffusé. Signé par l'économiste en chef de la Banque mondiale, Laurence Sumners, ce mémo suggérait d'exporter les déchets toxiques des pays du Nord vers les pays du tiers-monde. L'argumentaire avancé invoquait entre autres, et très rationnellement, le fait que ces pays étaient de toute façon sous-pollués et que leurs habitants touchaient des salaires inférieurs à ceux des travailleurs du Nord : les effets de la pollution (sur la santé ou l'environnement par exemple) y seraient donc moins coûteux à traiter.

Une tâche urgente

Les radicaux, il me semble, ne peuvent que se réjouir que de tels sujets, analysés de cette manière et conduisant à de telles conclusions, se retrouvent dans les pages de publications scientifiques. En fait, il n'y a que quelques pas à faire pour lire dans cet article une condamnation du capitalisme et quelques autres encore pour penser qu'il donne raison aux analyses de ces innombrables anarchistes qui ont abouti à des conclusions similaires.

Mais j'y entends aussi le rappel que nous devons nous mettre au travail pour accomplir ce qui s'impose désormais, à savoir imaginer et mettre en place des institutions qui incitent, justement, à la coopération et à la considération du véritable coût social, externalités incluses, des biens et services échangés.

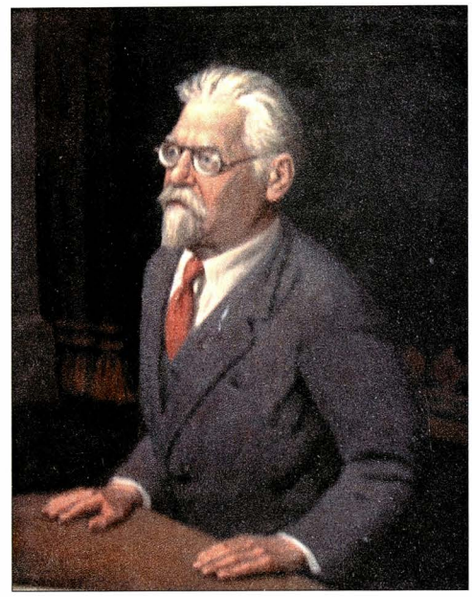
La pauvreté des travaux menés en ce sens est désolante. Et elle l'est d'autant plus que ces questions, souvent en ces termes mêmes, ont été au cœur de la théorie et de l'action libertaires durant des décennies. Or aujourd'hui, quand ils arrivent à la conclusion que nos institutions économiques ne semblent pouvoir résoudre certains problèmes gravissimes auxquels nous faisons face, les scientifiques, comme tout le monde, n'ont rien à proposer pour la bonne raison que rien, ou presque, n'est mis de l'avant.

Dans quelques jours, certains des principaux artisans du système de « la compétition internationale et du refus de coopérer », le G8 et le G20, vont se réunir lors d'un autre de ces indécents et coûteux sommets, cette fois à Toronto [2]. Ils trouveront devant eux une société civile qui se mobilise, qui proteste et il faut s'en réjouir [3]. Mais parmi toutes ces protestations, il n'y aura que très peu de place pour des propositions concrètes ou théoriques mettant en avant des institutions économiques ou politiques qui permettraient de sortir de la démente logique du capitalisme, que ces rencontres perpétuent et renforcent.

Cette carence et sa gravité me sont apparues avec d'autant plus de force que je lisais l'article de *Science* au moment où j'étais accaparé par la traduction d'un ouvrage de Rudolf Rocker, que j'estime énormément.

Dans ce livre, je lisais des exhortations à trouver une « nouvelle forme de socialisme constructif », à se consacrer à l'éducation des travailleurs et à l'action directe, à faire preuve d'imagination, à travailler à la création de syndicats et de coopératives comme autant de moyens de sortir du capitalisme et de faire en sorte que « dès aujourd'hui [...] les organisations économiques de combat des travailleurs leur permettent, en temps de crise, de poursuivre la tâche d'accomplissement du socialisme », cela afin de « libérer les hommes du fléau de l'exploitation économique et de l'asservissement politique et social ». « La philosophie anarchiste, écrit Rocker, donne sa plus haute expression à l'idéal suivant : affranchir l'être humain de l'exploitation économique et de l'oppression intellectuelle et politique qui sont la première condition de l'avènement d'une culture et d'une société plus élevée et d'une nouvelle humanité. »

Cet idéal reste à l'ordre du jour, plus que jamais. Ce qu'il exige de nous est, entre autres – exactement ce que dit Rocker –, le développement d'idées pour créer ces institutions économiques et politiques nouvelles dont de plus en plus de gens pensent, avec raison, qu'elles sont indispensables si on souhaite ne plus filer irrémédiablement vers la catastrophe.



Post-scriptum

On peut présumer que le groupe appelé FFFC-Ottawa et se disant anarchiste ne serait pas d'accord. En protestation contre le sommet G8/G20, et pour toutes sortes de raisons par ailleurs incontestablement vraies, il a le 18 mars dernier, à Ottawa (province d'Ontario, Canada), mis le feu à une succursale de la Banque royale du Canada [4] située dans un quartier résidentiel où il aurait pu causer de nombreuses morts.

Je soupçonne la police, trop contente de ce prétexte pour augmenter la répression lors du sommet, d'être d'une manière ou d'une autre, derrière cet incendie, qui fait tant de tort à nos idées.

N. B.

---

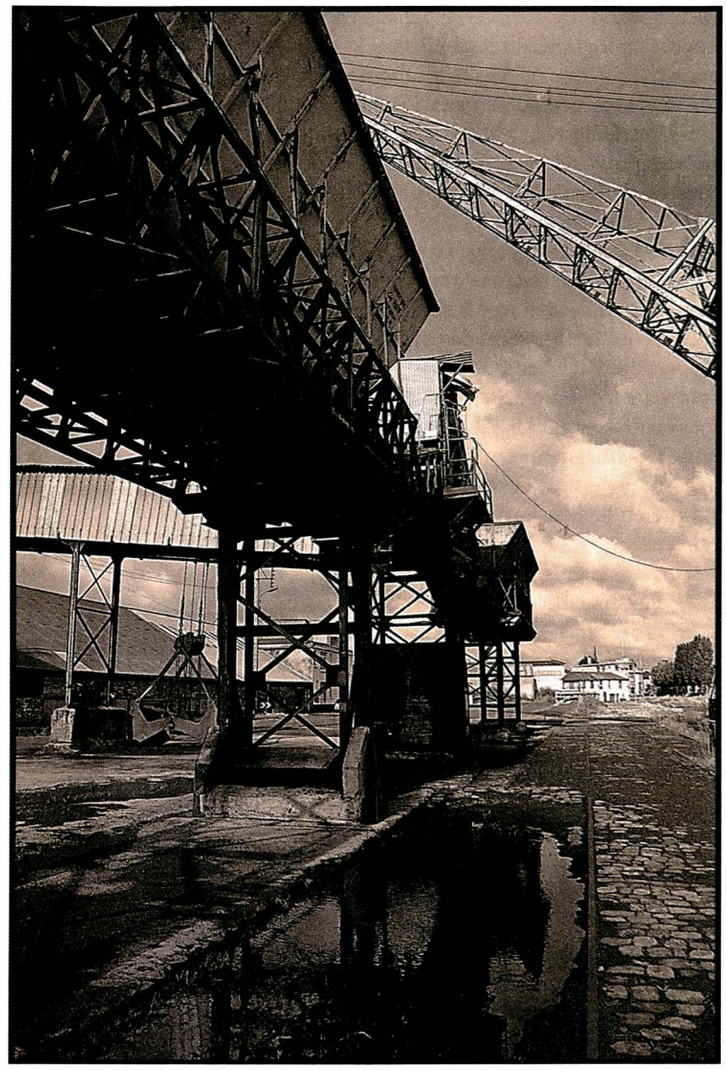
1. Brian Walker *et al.*, «Looming Global-Scale Failures and Missing Institutions», *Science*, 11 septembre 2009, vol. 325, n° 5946, p. 1345-1346.

2. On estime en ce moment à près d'un milliard de dollars le coût de la seule sécurité pour les sommets de Toronto où seront reçus pendant trois jours deux dizaines de chefs d'État.

3. Pour un bref historique du G8 et du G20, et un rappel des activités prévues dans le cadre du contre-sommet, voir F. Hussan, «Toronto's Communities Prepare for the G8 and G20 Summits» (http://toronto.mediacoop.ca/story/3491).

4. Le groupe a posté sur *You Tube* une vidéo montrant l'incendie et donnant les raisons de son geste : youtube.com/watch?v=fNGpulnkLvI. Il a aussi posté un communiqué sur Internet : ottawa.indymedia.org/en/2010-2005/11233.shtml

La désindustrialisation en France



Jacques Langlois

L'INDUSTRIE EN NOTRE BEAU PAYS ne représente plus que 15 à 16 % du PIB, encore moins qu'en Grande-Bretagne (cependant, l'industrie british est davantage détenue par l'étranger que la française). Et le mouvement de perte des industries continue inlassablement, malgré les rodomontades de notre « motodidacte » sous-ministre de l'Industrie et les effets de toge de l'avocat-président. Déjà 75 % des véhicules Renault (50 % des Peugeot) sont produits à l'étranger (et aussi les pièces fournies par des sous-traitants), ce qui fait que maintenant, acheter chez ce constructeur contribue à dégrader la balance commerciale. Et le terroriste industriel Carlos Ghosn veut produire la Clio *new look* en Roumanie !

M. Christophe (eh oui, comme le saint patron des voyageurs et des automobilistes) de-la-Marge-Qui-Rit, PDG de Total, veut fermer les raffineries de pétrole (leur essence découle de leur existence comme disait Sartre), sachant que la firme s'est bien gardée d'investir dans la production de gasoil que le France importe largement, bien que 53 % des véhicules y utilisent désormais ce carburant. Le pingouin aux moustaches en balayette de chiottes a bien compris l'intérêt financier de Total. C'est facile et n'importe quel agent comptable le comprendrait aussi. En effet, les marchés se développent en Asie et dans certains autres pays en voie de développement. Parallèlement, le marché français baisse par suite de la crise, des biocarburants et des véhicules moins énergivores. Ensuite, les raffineries produisent à bien moindre coût dans les pays exotiques à salaires et prestations sociales compressées, sans protection de l'environnement et à fiscalité légère. Enfin, ces usines sont à la fois polluantes, émettrices de dioxyde de carbone et dangereuses. Autant les situer dans des pays où les habitants ne peuvent pas protester, car s'ils le font la police est aussitôt là pour les matraquer, la « justice » pour les condamner et des nervis pour les zigouiller. On se souvient d'ailleurs que Total est du dernier bien auprès de la junte birmane – avec la bienveillance de Kouchner. Il en découle que La-Marge-de-Riz (auto) a intérêt à délocaliser les raffineries pour faire de la marge, de la « valeur pour l'actionnaire », désormais privé, alors qu'avant c'était une firme d'État.

Il est jouissif de constater la politique de gribouille (à discours électoral en vue des régionales) du gouvernement : je te favorise le biocarburant, je te mets des supertaxes sur le carburant, je crée une écotaxe (abandonnée pour l'instant) et on veut pourtant maintenir les raffineries ! Or, dans le contexte général du libre-échange mondialisé, la désindustrialisation a trois causes : l'automation et la robotisation qui détruisent les emplois pour cause de productivité exponentielle quand les marchés n'absorbent pas la production, le commerce extérieur soumis à la concurrence et à la compétitivité (en baisse continue pour les « parts de marché » de la France, avec aujourd'hui 3,8 % du commerce mondial), l'externalisation des activités de service, soit de faible valeur ajoutée (le ménage...), soit de recherche-développement-invention.

Et, évidemment, tous les PDG raisonnent de la même manière ; c'est normal, car c'est la

logique même du système capitaliste qui régit leurs décisions. C'est à cela que l'on peut voir que la personne des dirigeants, pourtant remarquablement bien récompensés pour des décisions que n'importe qui prendrait, n'a aucune importance. C'est le système qui impose sa logique « rentabiliste ». Et c'est ce qui explique que, via les délocalisations et les prises de participation dans l'industrie chinoise, actuellement 40 % des exportations sinisées proviennent en fait de firmes occidentales implantées dans l'Empire du Milieu où elles ne sont pas bridées. On sait aussi que plus de 60 % des échanges mondiaux sont le fait de transferts internes aux multinationales entre leurs filiales et avec la maison mère. C'est aussi ce qui fait le succès des exportations teutonnes dont les produits sont réalisés à bas coût en Europe de l'Est dans les pays récemment entrés dans l'UE. Ah, cette chère (et onéreuse) Allemagne qui mène depuis longtemps une stratégie non coopérative négative pour ses prétendus partenaires européens en délocalisant à l'Est, en instaurant une TVA « sociale » et en serrant le kiki à ses salariés et à ses chômeurs (lois Hardt 4 sous le socialiste Schröder). Excusons-la car dans l'UE, tous les pays ont été mis en concurrence sauvage et ne cherchent qu'à tirer leur épingle du jeu en jouant solo. L'Irlande avec son taux d'impôt sur les sociétés à 12,5 % (30 % en moyenne UE), la Grande-Bretagne avec sa finance « paradis fiscalisée » (15 % de son PIB) et sa dévaluation de la livre, l'Espagne avec sa spéculation immobilière pour touristes, son agriculture hors-sol avec immigrés sous-payés et le déficit de sa balance commerciale, l'Italie avec son économie souterraine, la Grèce avec ses tricheries sur l'état de ses finances, la France avec ses déficits structurels depuis trente ans, etc. On observe au passage que les dirigeants ne sont plus responsables de quoi que ce soit puisque c'est la mécanique fatale du système qui leur impose leurs décisions.

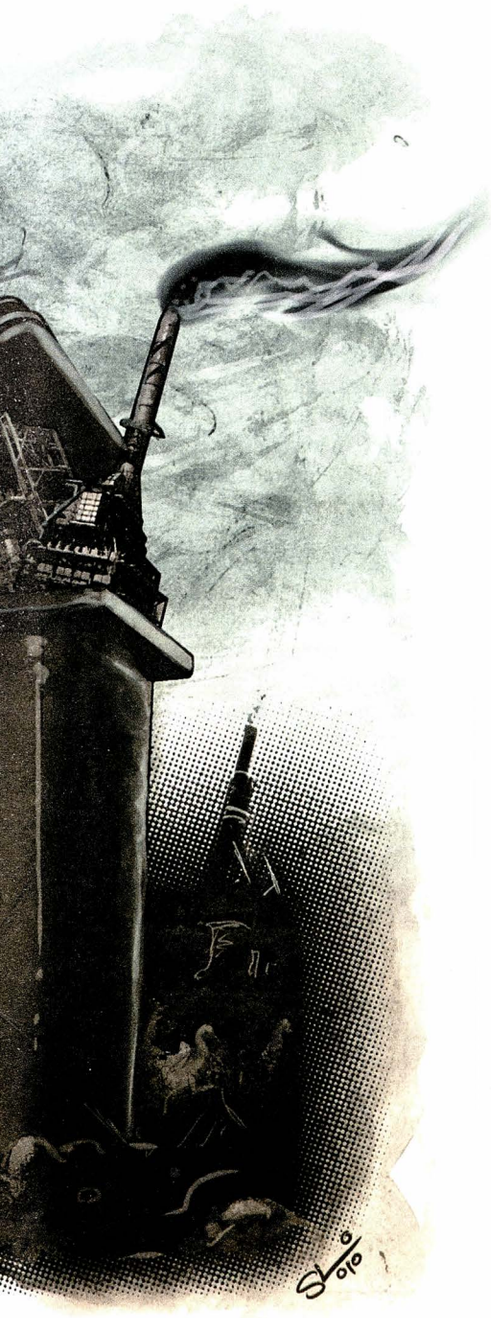
Alors que peut faire Rodomont en tant que dirigeant politique contre cette logique ? Réponse : rien, malgré son agitation médiatique et ses convocations bidon de manageurs en chef dans les palais de l'ex-République. Déjà, légalement, le pouvoir ne peut pas intervenir dans la gestion des firmes privées. Il ne peut que créer le cadre législatif et réglementaire de leur activité, et encore seulement sur le sol national et à condition de respecter les traités européens. Il ne peut que taxer leurs bénéfices mais grâce à la théorie du bénéfice consolidé et aux effets des paradis fiscaux où les firmes localisent leurs profits en ne laissant sur le sol national que des filiales dénuées de marge, lesdits bénéfices ne sont taxés qu'à 8 % alors que le taux théorique de l'impôt sur les sociétés est de 33 %. S'il intervient pour protéger l'industrie du pays (ou l'agriculture ou la finance), la Commission européenne l'attaquera aussitôt pour protectionnisme et surtout atteinte à la « concurrence libre et non faussée ». L'OMC itou et les autres pays prendront des mesures de rétorsion. Et aussi la Cour de justice des communautés européennes, organe ultralibéral qui veut implanter la règle que les travailleurs venus dans le pays B en prestation de service soient régis par les lois du pays A d'où ils viennent.

De plus, ces effets de manches d'avocat (d'affaires) sont parfaitement hypocrites. En effet, ce sont les gouvernants qui depuis plus de vingt ans ont édicté des lois pour mettre en place le libre-échange généralisé, quelles que soient les situations des pays, lesquelles nécessitaient pourtant progressivité et protections, pour donner à la finance le privilège de la libre circulation partout sans entraves d'aucune sorte, pour fermer les yeux sur leurs combines pour ne pas respecter leurs obligations prudentielles et pour favoriser la valeur pour l'actionnaire, etc. Et sur cette logique systémique en place à cause d'eux (ce qu'ils oublient de rappeler pour tromper les électeurs tout en désignant les banquiers comme boucs émissaires de leurs propres turpitudes), on ne peut plus revenir sans entente internationale pour re-réguler le commerce et la finance mondialisés. Or, il ne peut y avoir de consensus international, car moult pays ont intérêt au désordre installé et défendent mordicus leur pré carré de « compétitivité », comme on l'a vu plus haut en ce qui concerne l'Europe, l'espace le plus concurrentiel du monde, installé dès « l'acte unique » de 1986 avec le curé Delors.

Alors que peut faire Rodomont en tant que dirigeant politique contre cette logique ? Réponse : rien, malgré son agitation médiatique et ses convocations bidon de manageurs en chef dans les palais de l'ex-République.

Dès lors, la désindustrialisation prospérera et cela d'autant plus que les exportateurs vendent maintenant leurs secrets de fabrique aux pays en voie de développement pour obtenir à court terme un quelconque marché (d'avions, de trains, de centrales nucléaires, etc.). De plus, ces derniers, comme le Brésil, l'Inde et la Chine (les « Bric », avec la Russie), investissent massivement dans la formation et la recherche-développement et, donc, l'avance technologique de l'Occident ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Alain Peyrefitte avait écrit, years ago, « quand la Chine s'éveillera » ; on y est. Les pays en voie de développement vont bientôt inventer plus que l'Occident ou le Japon, faire dans l'OGM et les nanotechnologies, dans le spatial et les satellites...

Or, je ne le dirai jamais assez, c'est l'industrie productive, et tout ce qui l'aide à l'être (services dédiés à la facilitation de la production, services d'ingénierie et de recherche, transports, communications, immeubles et ins-



tallations produites avant), qui sont la base essentielle d'un revenu national que je qualifie de « primaire ». Pour le visualiser, il suffit de raisonner sur une économie fermée, en autarcie, sans échanges extérieurs. Si vous allez au cinéma, chez le coiffeur comme quand vous achetez de quoi manger, vous vêtir, vous transporter, vous chauffer, etc., c'est que vous avez un revenu antérieur issu de votre travail. Vous travaillez chez un coiffeur ? Votre salaire, après la marge dudit coiffeur, vient des gens qui lui achètent ses services, du reste comme les impôts, les indemnités de protection sociale, etc., parce que ces gens ont un revenu préalable qui vient de leur travail dans l'industrie ou l'agriculture productrices. Tout le revenu (montant des ventes moins les « intrants » autres que les charges de main-d'œuvre) vient des activités productrices de base.

Épiméthée Ier se moque de nous et les rustines qu'il met en place ne sauveront rien du tout tant que l'on restera dans le système capitaliste actuel.

Évidemment, les choses sont plus compliquées si l'on considère la situation actuelle d'ouverture à l'international et la diversification moderne des sources d'autres revenus : ventes de services (par exemple de transports avec une flotte commerciale), de brevets, d'ingénierie, de matières premières brutes, de produits agricoles non transformés, de produits culturels (films, DVD, etc.), de logiciels, de revenus financiers de placements à l'étranger (ce n'est pas dans la balance commerciale mais dans celle des paiements). Donc entre en ligne de compte tout ce qui peut se vendre même si ce n'est pas de la production industrielle, à condition que ce soit assuré par le salariat ou le travail national. Il n'en reste pas moins que c'est la production industrielle qui est la « mère de toutes les batailles », car aujourd'hui elle ne peut être réalisée qu'avec le concours d'activités diverses (par exemple de recherche-développement ou de services financiers pour aider à vendre à l'étranger) qui sont effectivement la base d'exportations possibles dans d'autres domaines que la stricte production. C'est donc la production, consommée localement ou exportée, de biens, de services et autres fournitures, moins les importations en tout genre, qui donne la base du revenu national qui est ventilé ensuite dans les activités locales supplémentaires achetées par les salariés de ladite production primaire avec leur propre revenu qui n'est qu'une fraction du revenu national productif.

Cette marge produite dans la production est ensuite simplement répartie entre les différents acteurs sociaux : rentiers et leurs intérêts ou dividendes, ou leurs loyers (des immeubles et des terres), salaires directs ou différés (retraites, protection sociale) des travailleurs, impôts de l'État et des collectivités locales, dividendes des investisseurs, frais financiers prélevés par les banques. Et ce sont les revenus de cette répartition qui permettent d'acheter des services privés (coiffeur, cinéma, vacances *in situ*, etc.) et des services publics via l'impôt, ou de thésauriser ou d'investir. C.Q.F.D. : aucun revenu secondaire ou prélèvement *ex post* ne peut exister s'il n'y a pas auparavant les marges issues de la production. Il en découle qu'un pays sans industrie ou agriculture conséquentes vivote. C'est le cas de Cuba qui, en plus, est victime d'un embargo US. Si le pays n'est plus autarcique, il est clair que si sa balance commerciale entre ce qu'il vend de sa production interne et ce qu'il achète comme produits ou services externes est positive, cela veut dire qu'il a plus produit (et vendu) que ce qu'il a acheté.

La désindustrialisation française explique donc que la balance commerciale du pays soit devenue structurellement déficitaire. On peut imaginer un pays sans production (le rêve de certains capitaines d'industrie qui voit leur entreprise sans usines) dont le revenu serait uniquement constitué de revenus financiers. C'est possible momentanément et c'est ce qui fait la gloire des retraités de Californie ou de Floride via les fonds de pension investis à l'étranger pour suer du dividende et de la plus-value boursière en exploitant le prolétariat mondial. Las, cela vient de se casser la figure. Et, du reste, ce n'est pas tenable à long terme : les pays ainsi exploités peuvent se rebiffer. Et les États-Unis ne sont plus en position de défendre leurs émanations extérieures comme lors de la défense de l'United Fruit, fer de lance du coup d'État de Pinochet, devenue Chiquita, pour assurer les profits de leurs investisseurs et spoliateurs à l'étranger. En outre, les pays en voie de développement vont se financer eux-mêmes par leur industrie propre et les délocalisations industrielles chez eux.

On peut imaginer un pays sans production (le rêve de certains capitaines d'industrie qui voit leur entreprise sans usines) dont le revenu serait uniquement constitué de revenus financiers.

Cette analyse montre donc qu'Épiméthée Ier se moque de nous et que les rustines qu'il met en place ne sauveront rien du tout tant que l'on restera dans le système capitaliste actuel. En fait, ce qui compte pour lui, c'est la phynance dans laquelle les cabinets d'affaires font leur beurre, même si cela ne profite qu'aux capitalistes (banquiers, managers, assureurs, financiers et... politicards associés). Ils profitent en effet des bénéfices de la chose à l'étranger sans se soucier de la production locale.

J. L.

Orange stressée

« VOILÀ ENFIN LA FIN d'un long calvaire. J'en pouvais plus tu sais d'être dans cet enfer à passer des heures devant un écran comme un vrai pantin mécanique devant l'acharnement de certains à nous laisser crever comme des chiens. Cette bande de charognards m'a vraiment poussé à bout. Si seulement mon geste pouvait servir à quelque chose, mais j'en doute, c'est plus la politique actuelle. » Extrait d'une lettre d'un suicidé de France Télécom, dans *Orange stressé, le management par le stress à France Télécom* d'Ivan du Roy. Ce livre, le second que nous citerons sur les entreprises qui deviennent des esquisses de totalitarismes, raconte France Télécom. D'abord branche des PTT, elle lance le renouveau téléphonique français à partir de 1975. Mais le libéralisme rôde. France Télécom est séparée de La Poste (à qui la privatisation pend aujourd'hui au nez). Gouvernement de gauche ou de droite, Rocard et d'autres poussent à la roue : on privatise France Télécom. Décidés à écœurer les dizaines de milliers de fonctionnaires recrutés dans l'esprit du service public et de l'intérêt général qui s'accrochent à leur poste, les actionnaires arrachent ces gens, en moyenne âgés d'une cinquantaine d'années, à leurs métiers pour les jeter dans les *call centers*. Là, des ingénieurs, des comptables, des informaticiennes, des électroniciens doivent réciter un script, le même quelle que soit la situation du client qui appelle. Il faut vendre à tout prix, sous la surveillance des petits chefs qui écoutent les appels et comptabilisent les voyages aux toilettes. Sous l'empire de la novlangue : « Êtes-vous Orange à l'intérieur ? » « Nous osons penser et agir différemment. Nous challengeons [*sic*] les situations avec pertinence et regardons loin devant. Nous donnons de la couleur à nos façons de faire. Notre énergie est constructive et tournée vers l'avenir. Nous nous appuyons sur nos forces pour repousser nos limites. Notre enthousiasme et notre optimisme sont communicatifs. » Bref, nous n'appartenons ni à la race des seigneurs, ni à l'avant-garde du prolétariat, mais c'est tout comme.

Le pire de la novlangue n'est évidemment pas qu'on l'utilise, mais qu'on y croit. Dans *Soleil capitaliste, entretiens au cœur des multinationales* d'Isabelle Pivert (aux Éditions du Sextant), l'auteur, HEC, interviewe d'autres HEC, nichés au sein d'entreprises performantes : on ne parle plus du jeune qui en veut et se fait escroquer par la promesse de devenir cadre, on ne parle plus de l'expert aveuglé par sa spécialisation et coulant à pic dès qu'on le jette dans un univers construit pour qu'il s'y brise ; on parle des prédateurs conscients. Bien informés, agiles intellectuellement, rompus à suivre de manière réaliste l'évolution du monde. Voici leur réponse à une question sur la prise du pouvoir par l'économie : « Ce qui est optimum pour la création de valeur n'est pas forcément optimum pour la redistribution de cette valeur. (Au contraire, cela peut accentuer des déséquilibres, des effets boule de neige ; ceux qui sont pauvres sont de plus en plus pauvres et ceux qui sont riches sont de plus en plus riches. C'est en cela que des mécanismes de régulation sont nécessaires. L'optimum économique ne produit pas *ipso facto* un optimum politique. » Cet homme, qui a compris que la lutte des classes existe, mais qui mourrait plutôt que de le dire, que va-t-il répondre à une question, pourtant mollassonne et réformiste : « Les altermondialistes essaient d'améliorer dans le sens de la vertu le système de la globalisation : est-ce une utopie selon vous ? »

« De nouveau, leur capacité d'action va être proportionnelle à leur capacité de coordination. Ce n'est pas l'intelligence des arguments ou l'attrait des projets qui vont compter autant que cette capacité à avoir une plateforme pour agir de manière concertée sur différents sujets. Actuellement, je ne vois pas les altermondialistes développer cette capacité de coordination. »

Traduit en français : la maison brûle, par ma faute entre autres, je le sais, tu as raison quand tu me le dis, mais tant que tu n'auras pas la force de me contraindre à aller chercher un seau d'eau, je la laisserai brûler parce que j'y fais griller mon petit méchoui personnel.

Concluons avec un concentré de salopard, un Gérard S. qui gère un fonds d'investissement : le métier même qui, aux ordres des super-riches, a récemment mis l'économie par terre. Isabelle Pivert lui pose une question sur la spéculation à court terme, il répond : « La généralisation des nouvelles caisses d'actifs, ce qu'on appelle les contrats de *private equities*. Ce ne sont pas des particuliers, mais des grosses fortunes, quelques fonds de pension, mais surtout des grosses fortunes américaines, anglaises, françaises, qui confient à de fines équipes de spécialistes des sommes énormes. Ces spécialistes font l'acquisition de grandes entreprises dans le but de les revendre au bout de trois ou quatre ans. Leur but est de réaliser les plus-values les plus élevées possible. Je ne sais pas ce que ça va entraîner sur le plan social car leur but, c'est de faire cracher l'entreprise et si on caricature c'est d'arrêter la recherche, tout ce qui est investissement à long terme, de virer le plus de gens possible, de faire en sorte que les profits soient à court terme les plus élevés possible et ensuite de revendre. »

Gains individuels des membres de ces fines équipes, selon Gérard S. ? Plusieurs dizaines de millions d'euros en trois ans.

Jean-Manuel Traimond

Ivan du Roy, *Orange stressé, le management par le stress à France Télécom*, La Découverte, 15 euros.

Préfasciste ou postfasciste

Une constante !

Thom Holterman

Rédacteur de la revue anarchiste hollandaise De AS

Après que les banques ont su se débarrasser, en 2008, de leurs poids de crédits indigestes en se servant de l'État comme tampon, comme système d'absorption, les « voyous sans frontières » ont, avec un zèle inlassable, mis à l'ordre du jour leur leitmotiv : voler !

Puis c'est la société, c'est-à-dire les populations des ÉTATS-NATIONS, qui doit assimiler le poids du crédit transformé. Malgré tout cela : la révolution est peu probable… La fonction d'amortissement du système politique et la répression étatique fonctionnent bien. Dans ce cas, l'anarchisme se manifestera surtout comme « potentiel critique [1] ».

On peut remarquer une constante : les « crises » sont des « répétitions », ainsi que la manière de réagir des secteurs économiques et étatiques. Je parle d'une constante. Dans ce cas, je me concentre sur une période de plus d'un siècle : à partir de l'époque des lois scélérates (1893-1894) [2] jusqu'à l'affaire « Tarnac » (2008 et maintenant) [3]. Quant au type de réaction, je vais l'aborder par l'analyse de Johannes Agnoli [4].

L'accent sera mis sur l'analyse de la manière dont le système politique maintient son emprise sur l'ordre social. Cette emprise se manifeste de diverses manières, dépendantes de la situation sociale et économique. Donc, à travers le temps, on peut noter des processus de transformation.

Il y a presque un demi-siècle, Agnoli a été l'un des plus perspicaces pour décrire l'existence de tels processus. Parce qu'il n'a pas conçu une description statique de la situation de l'époque, on peut lire son texte de 1967 titré *La Transformation de la démocratie*, comme s'il avait été écrit récemment.

Le noyau de la pensée d'Agnoli se trouve dans la notion d'involution. En expliquant cette notion, il décrit ce qui se passe si les conflits de base dans une société capitaliste ne sont pas résolus. Ces conflits de base se présentent, dans son analyse, là où il n'y a pas un accès égal de tous aux ressources matérielles de la société. La tentative opérée par le « politique » de préserver ce genre de situation fait que la société va se voir confrontée à l'« involution » : on se retrouve ainsi confrontés à la destruction et à l'affaiblissement des institutions démocratiques et judiciaires. Et pour ce faire, le « système » trouve toujours des mercenaires pour faire pression à coup de violence et d'intimidation [5].

Ce processus va de pair avec le « discipliner » et le « marginaliser » de certains groupes et avec la tendance à la croissance permanente des structures étatiques de sécurité. Dans le mouvement anarchiste, le dernier aspect a donné lieu à un récent propos sur « vivre dans l'État d'exception [6] ».

Il est inévitable qu'ici le terme « fascisme » intervienne [7]. Quand Agnoli parle de fascisme, il s'agit des éléments spécifiquement institutionnels et juridiques, qui vont de pair avec le « *leadership* », l'« autorité de l'État fort » et l'« autonomie » de l'État en relation avec la société. En établissant un rapport entre le capi-

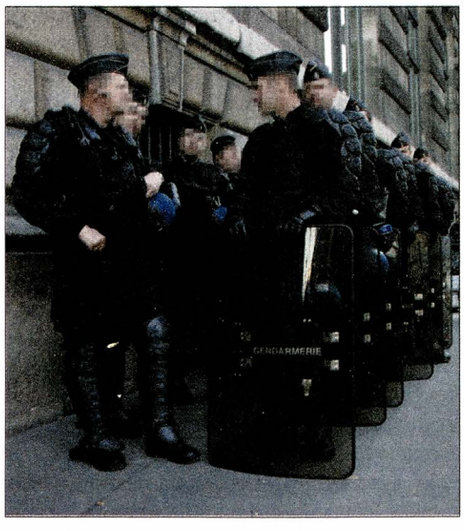
talisme et le fascisme, il ne le fait pas pour dire que le capitalisme « veut » le fascisme. Ce que « veut » le capitalisme, c'est la garantie politique du profit. Ainsi, il aborde la relation en termes de « fonctionnalité ». Comment Agnoli a-t-il fait, il y a plus de quarante ans, pour parvenir à cette manière de voir ?

Le constituant essentiel de l'État politique est composé de deux éléments qui s'allient. Le premier élément est la concentration économique et l'oligarchie sociétale. L'oligarchie est implicite dans le pouvoir organisé (par exemple les partis politiques). Et un peuple qui délègue son pouvoir renonce à sa souveraineté, comme l'explique déjà en 1911 le sociologue allemand Robert Michels (1876-1936), cité par Agnoli[8]. En outre, l'anarchiste anglais Colin Ward (1924-2010) explique que nous pouvons comprendre Proudhon et Bakounine comme des précurseurs de Michels dans leurs critiques de la théorie démocratique et socialiste. En fait, ajoute-t-il, sa théorie a été constamment vérifiée par l'expérience[9].

Le deuxième élément est la consolidation de la position oligarchique d'organisations qui sont représentées dans les partis étatistes. Agnoli affirme que la perspective d'une crise stimule la corrélation entre, d'une part, l'impulsion d'élargir les compétences et le pouvoir de l'État et, d'autre part, le désir de la garantie supplémentaire de l'ordre social établi. Éventuellement, ce dernier sous la forme d'un État policier, c'est-à-dire de la rigueur du désir à une garantie violente des privilèges établis.

Agnoli note que le capitalisme moderne s'est peut-être éloigné du fascisme : les cris libéraux préfascistes de l'« État fort » se répètent à la manière néolibérale postfasciste. Voilà, ici, on peut repérer la « constante » dont je parle. Cela se fait concrètement avec la bienveillance des groupes privilégiés qui font des sacrifices et « profil bas ». Ainsi, des parties du pouvoir de contrôle sur la production sont déléguées à des institutions étatiques, comme l'explique Agnoli[10].

Dans cette perspective, nous avons vu, en 2008, ce que beaucoup de banques étaient prêtes à faire : en échange de la sécurité concernant leur existence (recevoir de l'aide publique), elles acceptaient de se placer, provisoirement, sous curatelle étatique concernant certains types de gestions. À nouveau, avec ceci, la fonctionnalité de l'État est confirmée : l'absorption des problèmes délégués (la fonction de l'amortissement), après quoi tout peut rester comme avant. Préserver le « système » avec tous les moyens jugés nécessaires, y compris l'« intimidation », c'est-à-dire la « méthode maffieuse ».



Qui a compris l'analyse de la situation se fâche, veut résister... Ainsi, la résistance se situe dans le prolongement de l'analyse. Naturellement, Agnoli l'a aussi prévu. Cela apparaît dans ses écrits des années soixante et soixante-dix et résonne lors de son discours d'adieu à son poste de professeur de politologie (à l'Université libre à Berlin, hiver 1989-1990). En commençant, dans la sphère biblique (Adam et Ève) et mythologique (Prométhée et Antigone), et en continuant jusqu'à notre époque, Agnoli est allé à la recherche des traces de la subversion. Il indique également, d'après des penseurs subversifs comme Spinoza et Bakounine, ce que signifie de mettre en pratique l'opposition au pouvoir et à l'exploitation et, en même temps, de les prendre en considération[11]. je vois dans l'analyse d'Agnoli une des composantes du « potentiel critique » de l'anarchisme. T. H.

---

1. Je n'appréhende pas l'anarchisme comme une « théorie achevée », mais plutôt comme une « source » d'un certain potentiel. Avec l'aide de ce potentiel, on peut, entre autres, déconstruire les situations sociales établies et dévoiler les structures imposées. Voilà le « potentiel critique ».

2. Voir Francis de Pressensé, *Un juriste* et Émile Pouget, *Les Lois scélérates de 1893-1894*, Marseille, 2008 (réédition de 1899).

3. Voir Alain Brossat, *Tous Coupat, tous coupables. Le moralisme antiviolence*, 2009.

4. Johannes Agnoli (1925-2003), marxiste non dogmatique et social-anarchiste, politologue allemand d'origine italienne, critique sévère de la société capitaliste et de son système politique. Célèbre par son *Die Transformation der Demokratie* (La transformation de la démocratie), Berlin, 1967 (mes notes sont tirées de la traduction hollandaise).

5. Voir Maurice Rajsfus, *Les Mercenaires de la République*, préface de Patrick Schindler, Paris, 2008.

6. On trouve une étude sur cette forme de l'État dans Giorgio Agamben, *État d'exception*, Paris, 2003.

7. Pendant les années 1966-1979, Agnoli a prêté une vaste attention à cette notion dans bon nombre d'articles. Ces articles sont parus dans l'anthologie *Fascismus ohne Revision*, Freiburg, 1997. On trouve un exposé solide sur ce thème chez W. Bonefeld, *On Fascism : A Note on Johannes Agnoli's Contribution*. J'ai emprunté des choses et d'autres sur libcom.org/library/on-fascism-bonefeld

8. Bien entendu, Agnoli montre qu'il a étudié le texte de R. Michels, *Zur Sociologie des Parteiwezens. Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens* (1911), paru en français sous le titre *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*.

9. Colin Ward, « Anarchism as a theory of organisation », *Anarchy*, n° 62, vol. 6, 1966, p. 98-99.

10. Johannes Agnoli, *De transformatie van de democratie*, Nijmegen, 1971, p. 55.

11. Johannes Agnoli, *Subversive Theorie "die Sache selbst" und ihre Geschichte*, Freiburg, 1996.

Le cinéma à l'heure numérique

Mato-Topé

2009 S'EST TERMINÉE par la sortie à la mi-décembre d'*Avatar* qui a dopé la fréquentation au début de 2010 (+ 23,7 % en janvier par apport à 2009 !). Et les commentateurs aussitôt de se réjouir : « Les salles obscures ne connaissent pas la crise [1]. » Pour autant, une moyenne dissimule comme toujours des disparités car la hausse s'effectue dans les salles équipées en numérique et en 3D, soit principalement les multiplexes. Nous assistons donc à une innovation qui risque de bouleverser aussi bien l'économie que les politiques publiques du cinéma.

Toute l'économie de la distribution en salle a été pensée et organisée à partir du film sur pellicule. Ce support est cher, lourd (faire venir un film de Paris engendre des frais de transport pour une salle de province), encombrant, fragile [2]. Il demande, de surcroît, un travail minutieux de montage et de démontage [3] pour être transporté… Mais il offre l'immense avantage de ne pas pouvoir être facilement dupliqué et, par conséquent, permet un véritable contrôle. Contrôle de la juste répartition de la recette entre les différents ayants droit depuis l'instauration du partage de la recette au pourcentage, mais également contrôle du marché.

Ainsi, par un procédé astucieux d'exclusivités et de reprises, les majors compagnies américaines réussissaient, jusqu'au démantèlement du système dans les années cinquante, à réaliser 75 % des recettes avec seulement 15 % des salles. Dès 1933, un rapport gouvernemental notait qu'aux États-Unis, « c'est seulement dans les affaires de cinéma qu'on trouve des particuliers disposant d'un large crédit et de grandes possibilités d'investissement et ne pouvant acheter sur le marché libre les produits qu'ils désirent et dont ils ont besoin pour la conduite de leurs affaires ». Aujourd'hui, l'accès au film continue d'être le site décisif qui permet de tenir les marchés cinématographiques. En 2009 en France, les multiplexes représentent 174 établissements (soit 8,4 % du total) et 1943 écrans (soit 35,5 %), mais ils réalisent déjà 57,1 % des entrées et plus de 65 % des recettes (le prix moyen pratiqué y est plus élevé que dans les salles indépendantes). La remise en cause d'un système qui fonctionne à la satisfaction générale (des dominants évidemment !) ne peut émaner que d'acteurs extérieurs. C'est effectivement le cas : les principaux opérateurs à l'origine de la promotion du numérique en salles sont des *new-comers*, des nouveaux entrants dans une activité qui se caractérise par la longévité de ses principaux opérateurs économiques. D'où la méfiance des professionnels et le retard dans l'équipement.

D'autant que les salles se sont lourdement endettées pour se rénover et un nouvel investissement serait malvenu et que, nouveau paradoxe, si le numérique permet au distributeur de réaliser des économies substantielles, c'est l'exploitant qui doit investir dans un matériel très cher (entre 60 000 et 100 000 euros selon la taille de la salle, sans que l'on puisse escompter de considérables économies d'échelle en raison du nombre réduit de salles à équiper) et peu fiable (quel est l'utilisateur de l'informatique qui n'a jamais connu de bug ?). En matière d'entretien, un contrat de maintenance pour le numérique coûte dix fois plus cher que pour les appareils traditionnels : un bon bricoleur pouvait toujours réparer un projecteur conçu sur des principes de mécanique et d'optique, alors qu'avec l'électronique…

De plus, l'informatique évoluant extrêmement rapidement, il faut prévoir un renouvellement des matériels à brève échéance avec, en conséquence, une durée d'amortissement réduite et un fossé prévisible entre les salles qui pourront suivre l'évolution technique et les autres. Déjà, les principaux opérateurs se

livrent à une concurrence des standards à partir des puissances de projection proposées : les trois fabricants mondiaux de projecteurs (Barco, Christie et Nec) proposent un projecteur 2K, lorsque Sony, leur principal concurrent, fait la promotion de son projecteur 4K, tout en promettant à terme un projecteur encore plus puissant… Sans négliger les possibilités de lier la diffusion d'un film à l'adoption d'un standard particulier : ayant racheté Columbia, Sony vend des films et tente d'imposer ses appareils.

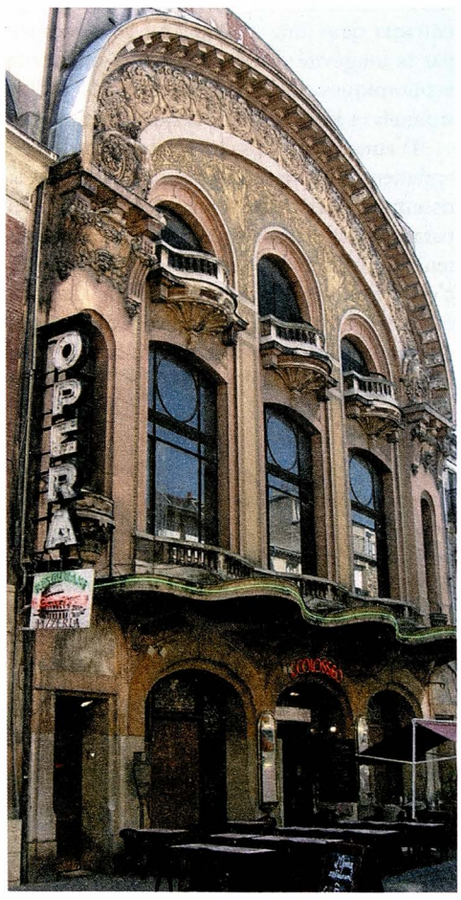
Enfin, l'encombrement du projecteur numérique comparable à celui d'un appareil 35 mm ne permet pas la mise en place d'un double poste dans la plupart des cabines en raison de leur exiguïté. Il faudra donc opérer un basculement dans le numérique sans être sûr de la pérennité de l'approvisionnement en films sur le nouveau support.

La force du capitalisme réside bien dans ce pouvoir d'imposer une innovation que personne ne souhaitait vraiment.

Bien sûr, le numérique n'est vraiment bénéfique que pour les films à grand spectacle : « Les films intimistes français ne sont pas magnifiés en Imax » (Julian Stanford, directeur Imax Europe et Afrique). Mais pas que les films français, les petits films indépendants américains ou chinois également ! De plus, le faible coût des copies va permettre d'inonder le marché de copies des grands films porteurs. Les films qui ne marchent pas seront débarqués dès le mercredi soir ! Plus besoin d'attendre une semaine ! Bref, l'accélération de la circulation des copies et la concentration des recettes sur un petit nombre de titres propre à toutes les industries culturelles ne peuvent que s'aggraver [4].

Alors pourquoi le numérique ? La force du capitalisme réside bien dans ce pouvoir d'imposer une innovation que personne ne souhaitait vraiment. Mais surtout, elle peut être l'occasion d'accroître la concentration du secteur en éliminant les indépendants. C'est pourquoi en 2009, les circuits ont sauté le pas en faisant appel à un tiers investisseur : une banque achète le matériel et leur loue à partir d'un pourcentage sur les recettes, une forme de leasing. Évidemment, les petites salles sont exclues du système car elles ne génèrent pas assez de recettes. Le Centre national du cinéma (CNC) a donc réfléchi à mettre en place un fonds de mutualisation à partir d'une contribution des distributeurs pour aider les petites salles à s'équiper. Malheureusement, le Conseil de la concurrence a émis un avis défavorable en février à partir d'un argumentaire jésuitique… Ainsi si l'Autorité de la concurrence reconnaît que « le projet du CNC correspond à un objectif d'intérêt général », elle motive son avis négatif en évoquant la protection de cette nouvelle activité des banques qui, comme chacun sait, ont vraiment besoin d'être aidées…

Nous en sommes là : les multiplexes continuent d'engranger des recettes et les petites salles sont sur le bord du chemin. Avec en perspective une menace sur tout le cinéma indépendant. Certaines s'équipent en s'endettant et se fragilisent d'autant. Petit rappel : en 2009, la France compte 2 066 établissements pour 5 470 écrans. Les 174 multiplexes sont concentrés dans les grandes agglomérations urbaines et imposent donc des déplacements la plupart du temps en automobile (disposer d'un grand parking, c'est le premier avantage des multiplexes installés à la périphérie !). Les petites salles indépendantes représentent la moitié de ces établissements. Si leur poids économique peut être considéré comme marginal [5], elles irriguent le territoire, assurent l'essentiel de l'éducation au cinéma et, par conséquent, le renouvellement des spectateurs… Rôle capital pour l'ensemble de la filière dans la mesure où les spectateurs vieillissent et singulièrement pour les films classés Art & Essai. Rôle capital aussi en terme de citoyenneté dans la mesure où l'inflation des offres dans les industries culturelles exige le recours à la médiation, voire à la prescription pour lutter contre la finalité première (à la fois économique et idéologique) de ces industries (générer du « temps de cerveau disponible ») et permettre de donner du sens dans un monde qui en a bien besoin. M.-T.



1. *The Economist*, in *Courrier international*, n° 1020 du 20 au 26 mai 2010, p. 53.

2. En dixième semaine d'exploitation (et malheureusement souvent bien avant), le spectateur en salle ne bénéficie pas forcément de la belle image argentique tant la pellicule peut être dégradée. En revanche, le numérique est, en principe, inaltérable. Pour autant, dans la mesure où les logiciels évoluent très rapidement et les supports n'offrent pas de garantie de sauvegarde à long terme, les conservateurs d'archives (Ina ou CNC) transfèrent systématiquement les films restaurés en numérique sur une copie en argentique…

3. Le numérique offre une opportunité pour que le coût du personnel de projection soit réinvesti vers des postes d'animation, de communication. Et pas d'exécution pure. Postes indispensables pour défendre la diversité culturelle.

4. En 2009, les 30 premiers films sur les 588 sortis dans l'année ont réalisé 46,8 % des entrées.

5. Là aussi, un chiffre global en terme de part de marché ne rend pas compte de la complexité et ne différencie pas en fonction de la nature des films : plus la sortie des films est réduite en nombre de copies et plus ces films réalisent leurs entrées dans les salles indépendantes.

Maladie, suicide, tabassage

Le dernier Rouillan

Jean-Pierre Garnier

SI LE TITRE DU DOUZIÈME LIVRE de l'un des plus anciens prisonniers politiques de France – il en est à sa vingt-quatrième année d'incarcération – peut apparaître énigmatique (il s'agit d'un personnage fictif réunissant toutes les caractéristiques, bien réelles celles-là, du multirécidiviste condamné à mourir en prison), le sous-titre en explicite clairement le propos*. Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler que, dans un pays où la peine de mort est censée avoir été supprimée, la maladie et la mort font partie intégrante du système carcéral français : un décès tous les trois jours (maladie, suicide, tabassage). Ce petit ouvrage, en particulier la première partie, est un témoignage en direct, pourrait-on dire, sur la « faible probabilité de survie », comme l'écrivent les éditeurs, « du détenu ordinaire qui tombe gravement malade en prison », mais il n'est pas que cela (la seconde partie, qui lui donne son intitulé, étant la réédition d'un récit publié en 2002). Comme dans ses écrits précédents, mais avec plus d'intensité encore en raison d'un état de santé défaillant dont il ignore l'issue, Jean-Marc Rouillan y fait la preuve d'un talent littéraire indéniable où l'humour noir a sa part. Ce qui rend encore plus palpable la sordide réalité dissimulée derrière un « État de droit » qui, comme il est dit dans la préface, « s'est donné les moyens, juridiques et médiatiques, d'éliminer physiquement les populations qui dérangent ».

Souffrance, courage, lucidité : tels sont les mots qui viennent à l'esprit en lisant ces pages où la subjectivité de celui qui a vécu dans sa chair comme dans son esprit toutes les avanies liées à sa situation de claustré « particulièrement surveillé », fait bon ménage avec le regard froid du combattant qui n'a pas renoncé. Dans la prose fulgurante de Rouillan, nulle trace de la pensée tiède et du style mou devenus la norme commune à tant de récents romans ou d'essais à succès. La description de son étrange statut d'individu momentanément coincé entre deux univers abonde en remarques ou en réflexions aussi lapidaires que caustiques.

Écartelé, tout d'abord, entre la non-vie à laquelle il a été condamné dans les centrales ou maisons d'arrêt entre lesquelles on n'a cessé de le trimbaler depuis des années, et la dizaine de mois de semi-liberté qu'on lui avait octroyée avant de le remettre sous les verrous « pour une phrase » de trop ou mal tournée. Autrement dit, sous un prétexte où la raison d'État l'emporte une fois de plus sur le droit officiellement proclamé. Évoquant cette brève période, Rouillan nous fait partager la vision dédoublée que l'on peut avoir de l'intérieur perçu de l'extérieur et réciproquement. Ainsi du monde de l'enfermement qu'il perçoit de loin au retour d'une ballade à l'air libre dans les calanques marseillaises : « D'abord une rumeur. Puis des cris. Des cris d'homme. Si mes phrases hésitent, mon corps, lui, avait su tout de suite. Du bord de la falaise on la voyait, tapie au creux d'un vallon, un bon kilomètre devant nous. Sans obstacle, portées par le vent, les voix de la prison volaient jusqu'à nous. La rumeur amplifiait l'architecture de torture. Pétrifié, je suivais les murs, les chemins de ronde, les miradors, les cours de promenade, les myriades de grilles aux fenêtres… Je connaissais si bien le tableau. La puanteur des soirs de peur. »

Le contraste ne pouvait, en effet, qu'être rendu plus aigu ente le dedans et le dehors, du fait des allers-retours quotidiens entre l'un et l'autre auquel Rouillan était soumis. Le dehors, à Marseille, c'était des « scènes de carte postale » comme seule peut en offrir la côte méditerranéenne : l'azur des flots, le soleil éclatant, la blancheur des pierres, le tout rehaussé par un « air parfumé de térébenthine ». Mais c'était aussi la reprise de contact avec un environnement véritablement humain. La vieille capitale phocéenne est l'une des rares villes en France où le petit peuple, comme on disait naguère, n'a pas encore été totalement évincé du centre. Très médiatisée, la sortie sous contrôle et sous conditions de Rouillan hors de l'enfer carcéral n'était pas passée inaperçue des Marseillais. « Les premiers jours de ma semi-liberté, des personnes de tous âges m'avaient arrêté dans la rue pour me lancer des "Je vous ai vu à la télé. On est content de votre libération". Il y eut même une vieille dame, sur le boulevard de la Libération, pour me tendre la main avec un "Bonjour M. Rouillan, ça n'est pas trop tôt, n'est-ce pas ?" Ou encore, au carrefour du Chapitre, des automobilistes klaxonnant pour appuyer un simple salut de la main. » Et le détenu en permission de conclure : « Je serais bien resté dans ces rues où les gens n'ont pas le crâne infesté par la peste TF1 – comme les élections le laissent supposer. »

Maintenant, l'existence de Rouillan est ponctuée par un autre type d'allers-retours : entre le monde carcéral et le monde médical des « unités hospitalières sécurisées » où l'on a enfin consenti à l'examiner, à défaut de le soigner. Car la maladie dont il est affecté, dite de « Chester-Erdheim », compte parmi celles

que l'on qualifie d'« orphelines » en raison de la difficulté économique – pour ne pas dire de la non-rentabilité – à développer des thérapies coûteuses pour un nombre très faible de malades. Ce qui nous vaut ce commentaire ironique et désabusé : « Quel laboratoire sérieux dépensera un kopeck dans l'étude d'une maladie frappant quelques poignées d'individus par siècle [...]. Moi qui ai toujours choisi les luttes minoritaires, j'étais servi... » Cependant, pour le détenu de longue peine, « incompressible » voire rallongée, malgré la législation, dans le cas de Rouillan, la limite entre la vie et la mort est devenue souvent indiscernable : « L'administration quotidienne de la drogue des fioles officielles aux dosages inhumains d'anxiolytiques et de neuroleptiques transformera vite sa cervelle en béchamel [...]. Le zombie accomplit sa peine. C'est ainsi dans les prisons de France, où la victoire sur la peine de mort est commuée en amère défaite ».

Pour pouvoir subir sans faillir cette détention sans fin, Rouillan doit miser à la fois sur un moral d'acier, sur l'écriture et sur la solidarité des gens qui, sans avoir forcément approuvé les méthodes auxquelles il avait jadis eu recours avec ses compagnons pour mener la lutte contre les bourgeois et leurs suppôts, n'en restent pas moins convaincus qu'il faut poursuivre le combat avec lui. À commencer par celui prenant le système carcéral pour cible, dont Rouillan est, à son corps défendant, devenu l'un des meilleurs connaisseurs. « Dans l'ordre pénitentiaire, note-t-il, le rapport entre tortionnaire et supplicié n'est pas matériel. Ou pas seulement. Se mêlent symbolique et matraque, social et grillage. L'instauration juridique du droit du plus fort. L'administration et son bras armé ont tous les droits et le détenu n'en a aucun. Ce dernier doit combiner obéissance et résistance. Dans la dissimulation, évidemment. Celui qui n'est plus capable de combiner périra. » Cet arbitraire a pourtant sa logique. Pour Rouillan, « l'ordre pénitentiaire ne serait pas ce qu'il est, s'il ne remplissait aussi sa fonction à destination de ceux de l'Extérieur : le sacrifice carcéral rend supportable la servitude salariale. La voilà la place centrale de la prison dans la gestion postmoderne de l'ordre social ! » Qui pourrait être en désaccord avec cette appréciation, mis à part les profiteurs et les serviteurs de cet ordre ou les naïfs bien intentionnés qui rêvent toujours d'une prison « humanisée » ? J.-P. G.

*. Jean-Marc Rouillan, *Paul des épinettes et moi. Sur la maladie et la mort en prison*, Agone, 2010.

Lettres d'amour

Le nouvel ouvrage de la grande Victoria, dont *Hosto-Blues* avait fait un tabac à sa parution, suivie de celle de plusieurs autres ouvrages aux Éditions des Femmes, est un roman épistolaire au sens premier.

De cette Victoria, on parle trop peu. Que ce soient ses pièces de théâtre (comme *L'Escalier du bonheur*, jouée par la formidable Odette Simonneau), ses poésies ou nouvelles, ses romans (dont je signalerai surtout *Trans-Viscère-Express*, *La Dame au bidule*, *Sperm-river* ou *Bastienne*), l'œuvre de cette auteure est d'une infinie richesse, on y retrouve la fraternité et l'humanité qui font que nos sociétés restent quelque peu vivables. Son féminisme est bien plus social qu'individualiste, et c'est très bien ainsi.

Dans cet opus, nous sommes entraînés dans une aventure toujours plus « rocambolesque », mais recherchée – pour elle c'est une question de vie – par Brigitte, l'héroïne, qui deviendra – utilisons une formule bien rodée – à l'insu de son plein gré, l'héroïne d'un fait divers dont elle partagera l'élucidation.

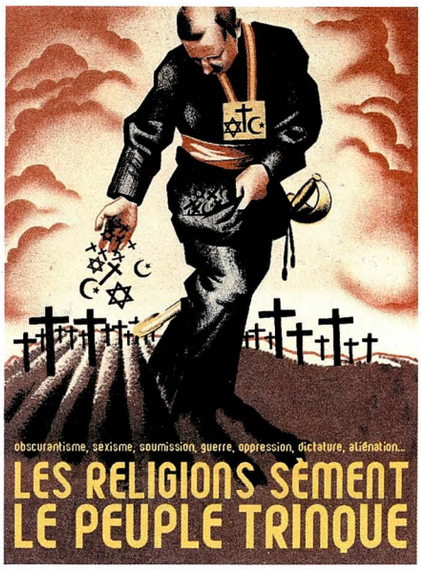
Le bottin, une adresse effacée, mais qu'elle arrive à déchiffrer, ce nom qui lui trotte dans la tête, elle griffonne une lettre pour ce monsieur... C'est le début d'une épidémie qui lui fera éplucher les pages de l'annuaire pour écrire des lettres à des inconnus, messages qui deviennent très rapidement des clins d'œil érotiques à des inconnus : elle se raconte des histoires coquines, leur rappelle des ébats qui n'ont jamais eu lieu et nous emporte dans un maelström époustouflant, où sa gentillesse et son humanisme excusent tous les écarts de langage ou de bienséance ! Elle va très rapidement avoir envie de connaître ses correspondants, de les faire se rencontrer. Mais tout ne se passera pas comme elle pouvait s'y attendre et elle est prise à son propre piège – de quelle affectueuse façon ! – par l'un de ces amoureux hypothétiques.

Léger et profond à la fois, ce court roman se lit d'une traite : vous en sortirez revigorés, car il interpelle aussi bien la gent masculine que la féminine... Chacun y trouvera ses fantasmes, sa réalité ou ses espoirs, dans un coin ou un autre des chaudes enveloppes dont elle entoure chacune des ses épistolaires et idéelles histoires d'amour.

La vérité peut se cacher où on ne l'attend pas !

Serge Moulis

Victoria Thérame,
Mademoiselle sème l'amour,
Éditions Wallada, 2010, 15 euros.



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Solidarité avec les six de Belgrade

Manifestez avant leur procès le 16 juin 2010

L'AMBASSADE GRECQUE À BELGRADE, en Serbie, fin août 2009, a été dégradée en solidarité avec Todiris Iliopulos, qui a été incarcéré en Grèce et avait entamé une grève de la faim. Il n'y a eu que des dommages mineurs à l'extérieur du bâtiment de l'ambassade. Bien que la responsabilité ait été entièrement revendiquée par un autre groupe, en septembre quatre membres de l'Initiative anarchosyndicaliste (ASI, la section serbe de l'Association internationale des travailleurs) et deux autres personnes ont été arrêtés sans mandats. Ils ont été détenus sans charge pendant trois mois puis finalement accusés de « terrorisme international » ; c'était la première fois que cette accusation était retenue en Serbie.

Les six de Belgrade ont passé les cinq mois et demi suivants dans de terribles conditions d'isolement et de torture dans la prison centrale à Belgrade. Mais un dur travail mené par d'autres camarades dans les Balkans, combiné à une protestation internationale impressionnante de la part de groupes libertaires et à une inquiétude publique par rapport à l'utilisation de la nouvelle loi ont abouti à leur libération sous caution en février 2010. Lors de la première audience, le 17 février, à laquelle plus de 200 personnes de Serbie et d'ailleurs ont tenté d'assister, la cour les a libérés afin qu'ils continuent leur défense en dehors de la prison.

Il est important de savoir que, pendant la détention des six de Belgrade, trois sympathisants d'une autre ASI locale ont été arrêtés à Vršac pour avoir placardé des posters avec les mots « Liberté pour les anarchistes arrêtés! ». Deux autres camarades de l'extérieur de la Serbie ont été arrêtés pendant qu'ils soutenaient les six de Belgrade pendant le procès, pour avoir distribué un prospectus disant « L'anarchisme n'est pas du terrorisme » et se sont vu saisir leurs documents de voyage. Les autorités ont également essayé de faire interdire un spectacle artistique mettant en scène l'un des six de Belgrade. Après la défaite de la première audience, l'aile droite a décidé d'utiliser des formes alternatives de répression et d'intimidation contre l'ASI. Au début du mois de mars 2010 des posters fascistes disant « Connais ton voisin ! Connais les ennemis de la Serbie » sont apparus près de l'entrée d'une tour d'immeuble où l'un des six de Belgrade vit. Le poster calomniait l'ASI et disait « si une cour corrompue ne les juge pas, nous le ferons » et « nous savons où vous vivez, nous savons quand vous dormez ».

Une deuxième audience a eu lieu le 23 mars. Face à la menace d'un autre mois de retard, les accusés ont été obligés de participer à la deuxième audience sans présence publique. Ils n'ont été prévenus que le jour du procès que l'accusation de « terrorisme international » serait réduite à celle d'« atteinte à la sécurité publique ». L'accusation est toujours sérieuse dans la mesure où c'est la même accusation qui est portée contre les nationalistes qui ont monté l'ambassade des États-Unis contre le soutien étatsunien à la déclaration d'indépendance du Kosovo, dans laquelle une personne a trouvé la mort. La peine minimale d'emprisonnement est de six mois et la peine maximale de treize ans.

Le 16 juin 2010, la dernière audience des six de Belgrade aura lieu.

L'Internationale des Fédérations anarchistes (IAF-IFA) soutient l'appel à des manifestations précédant le procès. Depuis le début l'accusation de « terrorisme international » et le procès aux airs de show politique étaient très clairement un autre acte de répression contre l'ASI qui s'oppose aux ultraconservateurs et aux nationalistes et soutient l'agitation des travailleurs en Serbie et ailleurs dans les Balkans, comme en Grèce. Les manifestations ont été interdites au centre ville de Belgrade, puisque les autorités cherchent à contrôler l'agitation des travailleurs. La Belgrade Pride a également été interdite. Des membres d'ASI soutenaient cette parade. Nous voyons que les convictions politiques sont suffisantes pour enfermer des anarchistes, confrontés aux accusations les plus graves.

Il est important d'attirer davantage l'attention sur ce cas et de créer un soutien pour les camarades d'ASI-IWA avant le 16 juin. Nous exhortons tous les libertaires à organiser et à soutenir des manifestations et des actions en soutien aux six de Belgrade et à leurs sympathisants qui ont été arrêtés ou se sont vu saisir leur documents de voyage et à rester à jour en lisant le site Internet belgradesolidarity.org/

Contre la répression. Pour l'anarchisme,

L'Internationale des Fédérations anarchistes

www.iaf-ifa.org

www.i-f-a.org

Une souscription est ouverte pour soutenir les membres de l'ASI. Chèque à envoyer à l'ordre de Publico, 145 rue Amleot, 75011 Paris. Mentionner soutien ASI.

Radio libertaire

Jeudi 10 juin

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures) Fermons Eurosatory, faire honte aux marchands d'armes pour leur banquet de 1 000 couverts au musée des armées, le mardi 15 juin (rassemblement dès 18 heures, place des Invalides).

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales.

Vendredi 11 juin

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Place aux fous (13 heures)

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées

L'invité du vendredi : Raison présente (19 heures) Union Rationaliste de France.

Bol d'art (22 h 30) Tu traces Une improvisation sur des possibles à vivre.

Nuit Léo 38 (00 h 30) Nuit psychédélique animée en direct par l'équipe du CIRC Paris-IDF, de minuit à l'aube. Y'aura pas que d'la fumée dans le poste !

Samedi 12 juin

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Football : opium du peuple et guerre en crampons. Football et aliénation… Avec Fabien Ollier, directeur de publication de *Quel sport?*

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles de rêve (17 heures) Cinéma d'animation.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine.

Dimanche 13 juin

Tempête sur les planches (14 h 00) Irina Brook a adapté Shakespeare, et ça s'appelle : Tempête ! Et la compagnie La Tornade adapte les nouvelles de Dorothy Parker. pour une satire mordante du couple amoureux. Avec ça, un bricolage décapant autour de Ziggy Stardust.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) Le ciné en zone libre.

Les liaisons dangereuses (Seppuku) (22 h 00) Musiques électroniques étranges et aventureuses.

Lundi 14 juin

Les Enfants de Cayenne (9 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Terre et liberté (16 heures) Que sont devenus, face à la société consumériste, les peuples mongols, leurs steppes et leurs yourtes ? Avec Nadia Kachtanoff et Marc Alaux.

Focus (18 h 30) Émission débat. L'émission sera consacrée au procès du Douch au Cambodge et à la réaction de la population cambodgienne.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

Mardi 15 juin

Artracaille (11 heures) Apologie de la peinture.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire. Reportages et infos pratiques.

Pas de quartiers… (18 heures) Rediffusion aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. Tous à vos postes à galène !

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Mercredi 16 juin

Court-circuit (9 h 30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Festivals de l'été (1/2).

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma.

Kontroverss (17 heures) Hip-hop.

Femmes libres (18 h 30) Avec Maudy Piot de Femmes pour le dire, femmes pour agir (www.femmespourledire.asso.fr), pour le colloque à Paris le 19 juin : Violences envers les femmes : le non des femmes handicapées.

Ras les murs (20 h 30) Le collectif NRV viendra nous parler de leur rendez vous du week-end du 19 et 20 juin, de 10 heures à 23 heures, à Anis Gras, le lieu de l'autre, 55, avenue Laplace, 94110 Arcueil, RER B, station Laplace.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 10 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Hugues Lenoir, enseignant à l'université de Nanterre, sera l'invité de la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine, pour un débat autour de ses deux ouvrages *Éduquer pour émanciper* (Éditions CNT-RP, 2009) et *Roorda, ou le zèbre pédagogique* (Éditions du Monde libertaire, 2010). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Vendredi 11 juin

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La rue râle de la FA vous invite à une soirée de cinéma et débat autour du film *Tous comptes faits* sur l'agriculture et la grande distribution. Nous porterons un regard libertaire lors du débat, coorganisé avec le CPIE du Vercors et Équinoa. Centre social La Paz, rue des Écoles. Contact : laruerale@no-log.org

Vendredi 11 et samedi 12 juin

Royère-de-Vassivière (23)

Une troisième édition du festival du documentaire politique et social en Creuse, Bobines rebelles, se déroulera à Royère de Vassivière/Le Villard. Tout le programme sur le site internet : bobinesrebelles.org

Samedi 12 juin

Saint-Jean-en-Royans (26)

10 heures-17 h 30. Le groupe La rue râle tiendra une table de presse et animera une zone de gratuité lors de la journée Faites équitable pour tous. Salle des fêtes. Contact : laruerale@no-log.org

Rouen (76)

15 heures Vidéo-débat avec Maurice Rajsfus autour du film qui lui est consacré *L'An prochain la révolution* et autour de son nouveau livre *L'Intelligence du barbare*. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris XIe

16 heures. À l'occasion de La Marche des femmes, venez toutes et tous à la manifestation contre les violences sexistes, place de la République !

Vendredi 18 juin

Lyon Ier

19 h 30. Débat sur la non-violence radicale hier et aujourd'hui. Avec Anita et André Bernard et Pierre Sommermeyer, tous trois de la Fédération anarchiste, eux-mêmes anciens réfractaires à la guerre d'Algérie, et auteurs, parmi d'autres, du livre de témoignages *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963*, signé Érica Fraters. Au Cedrats (Centre de ressources sur les alternatives sociales), 27, montée Saint-Sébastien.

Samedi 19 juin

Pont-en-Royans (38)

20 h 30. Le groupe La rue râle de la FA vous invite à une soirée de théâtre autour de *En suivant Emma* de Howard Zinn. Montée par les Emmazones, cette pièce retrace la vie et les luttes d'Emma Goldman et fait écho à une réalité actuelle : résistance à une idéologie capitaliste et liberticide, combat contre les discriminations de genre et de classe, émancipation des femmes, amours libres, luttes collectives. Médiathèque La Halle. Entrée à prix libre. Contact : laruerale@no-log.org

Paris XIe

16 heures. Pierre et Géraldine liront les *Contes à l'envers*, contes étonnants et détonnants. Comme d'habitude, ce sera suivi d'un goûter. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES

SOLIDARITE !

MANIFESTATION

Rejoignez le cortège de la FEDERATION ANARCHISTE !

12 JUIN 2010 - 16H

PLACE DE LA REPUBLIQUE

PARIS

A l'occasion de la
Marche Mondiale
des Femmes